

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1645

30 août 2006

SOMMAIRE

Andante S.A., Luxembourg	78946	Magnator S.A., Luxembourg	78937
Assa & Georges, S.à r.l., Luxembourg	78935	Magnator S.A., Luxembourg	78938
Atoll Investments S.A.	78953	Manuflex S.A., Luxembourg	78935
Bancom Investments Holding S.A., Luxembourg . .	78957	Mercapital Telecommunications S.A., Luxem- bourg	78953
Beaucamps S.A.H., Luxembourg	78957	Mineral Investments S.A., Luxembourg	78922
BigBoard Group S.A., Luxembourg	78925	Mineral Investments S.A., Luxembourg	78923
Biogros, S.à r.l., Munsbach	78938	Mirabella S.A.H., Luxembourg	78954
Capital @ Work Umbrella Fund, Sicav, Luxem- bourg	78955	Monteagle Holdings S.A., Luxembourg	78958
Ceraminvest S.A.H. Luxembourg	78935	MSRESS III Investment Management, S.à r.l., Lu- xembourg	78918
(La) Chouette (Immobilière) S.A., Luxembourg . .	78958	MSRESS III Investment Management, S.à r.l., Lu- xembourg	78919
Citadel Value Fund, Sicav, Luxembourg	78956	Navarre Finances S.A., Luxembourg	78955
Colt Telecom S.A., Luxembourg	78954	Nestlé Waters Powwow European Investments, S.à r.l., Luxembourg	78923
Degewo S.A.H., Luxembourg	78934	Nivak S.A., Luxembourg	78921
EOIV Management Company, S.à r.l., Luxem- bourg	78953	Nova Editior S.A., Luxembourg	78959
Euromess S.A.H., Luxembourg	78956	Orangenburger S.A.H., Luxembourg	78959
European Constructions S.A., Luxembourg	78914	Orchis Trust International S.A.H., Luxembourg . .	78960
Fidev S.A.H., Luxembourg	78955	Participations Métallurgiques S.A.H., Luxem- bourg	78918
Financière Horus S.A., Luxembourg	78923	Participations Métallurgiques S.A.H., Luxem- bourg	78918
Finbell S.A., Luxembourg	78938	PEIF 2, S.à r.l., Luxembourg	78936
Fortuna Select Fund, Sicav, Luxembourg	78959	Plena Holding S.A., Luxembourg	78935
Gallo S.A.H., Luxembourg	78924	Promotel International S.A., Luxembourg	78947
Gallo S.A.H., Luxembourg	78924	Reverting Holding S.A., Luxembourg	78934
Gallo S.A.H., Luxembourg	78924	Sident S.A., Luxembourg	78920
Gallo S.A.H., Luxembourg	78924	Sident S.A., Luxembourg	78921
Gallo S.A.H., Luxembourg	78924	Sodefi S.A.H., Luxembourg	78954
Gallo S.A.H., Luxembourg	78924	Soico S.A., Luxembourg	78914
Industrial Securities Parc de Medici, S.à r.l., Lu- xembourg	78936	Sotad Participations S.A., Luxembourg	78939
Intereal Estate Holding S.A.	78947	Taiwan Investment Company, Sicav, Luxembourg	78956
International Orthopaedic Diffusion S.A., Esch- sur-Alzette	78954	Top Squash Fitness & Leisure S.A., Sandweiler . .	78936
IPFR, S.à r.l., Luxembourg	78936	Top Squash Fitness & Leisure S.A., Sandweiler . .	78936
Iride S.A., Luxembourg	78958	Vanemo S.A., Luxembourg	78960
Komaco International Holding S.A., Luxembourg .	78959	Virgian Trust Holding S.A., Luxembourg	78957
Long Term Investment Fund, Sicav, Luxembourg .	78917		
Long Term Investment Fund, Sicav, Luxembourg .	78917		

78914

EUROPEAN CONSTRUCTIONS S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 102.700.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 4 juillet 2006, réf. LSO-BS01115, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SOCIETE EUROPEENNE DE BANQUE, Société Anonyme

Banque domiciliataire

Signatures

(065156.3/024/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2006.

SOICO S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.
R. C. Luxembourg B 117.394.

STATUTS

L'an deux mille six, le treize juin.

Par-devant Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Remich (Grand-Duché de Luxembourg).

Ont comparu:

1. La société BIM FIDUCIARIA S.p.A., avec siège social à I-10100 Torino, 7, via Gramsci, inscrite au Registre de Commerce de Torino sous le numéro 04272450018, ici représentée par Monsieur Serge Marion, employé privé, demeurant professionnellement à L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer, en vertu d'une procuration lui délivrée à Torino, le 9 juin 2006,

laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités du timbre et de l'enregistrement

2. Madame Nathalie Mager, employée privée, demeurant professionnellement à L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentaire d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société qu'ils déclarent constituer entre eux comme suit:

Art. 1^{er}. Il est formé entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société sous forme d'une société anonyme, sous la dénomination de SOICO S.A.

La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut être créé, par simple décision du conseil d'administration, des succursales ou bureaux, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 2. La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, l'administration, le contrôle et le développement de telles participations.

La Société peut participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, et leur prêter concours, que ce soit par des prêts, des garanties ou de toute autre manière.

La Société peut prêter à des entités de son groupe dans lesquelles elle détient des intérêts ou emprunter sous toutes les formes, avec ou sans intérêts, et procéder à l'émission d'obligations.

La Société peut réaliser toutes opérations mobilières, financières ou industrielles, commerciales, liées directement ou indirectement à son objet et avoir un établissement commercial ouvert au public. Elle pourra également faire toutes les opérations immobilières, telles que l'achat, la vente, l'exploitation et la gestion d'immeubles.

Elle pourra réaliser son objet directement ou indirectement en nom propre ou pour le compte de tiers, seule ou en association, en effectuant toutes opérations de nature à favoriser ledit objet ou celui des Sociétés dans lesquelles elle détient des intérêts.

D'une façon générale, la Société peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

Art. 3. Le capital souscrit est fixé à trente et un mille euros (31.000,- EUR), représenté par trois cent dix (310) actions d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune, entièrement libérées.

Le capital autorisé est fixé à trois cent dix mille euros (310.000,- EUR), représenté par trois mille cent (3.100) actions d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la Société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts, ainsi qu'il est précisé à l'article 6 ci-après.

En outre, le conseil d'administration est, pendant une période de cinq ans à partir de la date des présents statuts dans le Mémorial C, autorisé à augmenter en temps qu'il appartiendra le capital souscrit à l'intérieur des limites, du capital autorisé même par des apports autres qu'en numéraire. Ces augmentations du capital peuvent être souscrites et émises avec ou sans prime d'émission ainsi qu'il sera déterminé par le conseil d'administration en temps qu'il appartiendra. Le

conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre.

Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir, ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation.

La Société peut racheter ses propres actions dans les termes et sous les conditions prévues par la loi.

Art. 4. Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur, ou en partie dans l'une ou l'autre forme, au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la loi.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. S'il y a plusieurs propriétaires par action, la Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Art. 5. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

Art. 6. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra à Luxembourg, au siège social de la Société, ou à tout autre endroit à Luxembourg qui sera fixé dans l'avis de convocation, le troisième vendredi du mois de mai à 11.00 heures et pour la première fois en l'an 2007.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.

Dans la mesure où il n'est pas autrement disposé par la loi, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoqués sont prises à la majorité simple des actionnaires présents et votants.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation ni publication préalables.

Art. 7. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société.

Les administrateurs seront élus par les actionnaires lors de l'assemblée générale annuelle pour une période qui ne pourra excéder six années et resteront en fonctions jusqu'à ce que leurs successeurs aient été élus.

Art. 8. Le conseil d'administration peut choisir en son sein un président et peut également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre administrateur comme son mandataire.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la majorité au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration. Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion.

En cas de parité de voix, la voix du président sera prépondérante.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Art. 9. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la loi ne réserve pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut engager la Société pour un montant maximum de vingt mille euros (20.000,- EUR) pour les actes de gestion journalière. Pour tous les actes excédant ce montant, l'approbation de l'assemblée générale des actionnaires est requise. Le conseil d'administration pourra déléguer ses pouvoirs relatifs à la gestion journalière des affaires de la Société et à la représentation de la Société pour la conduite des affaires, avec l'autorisation préalable de l'assemblée générale des actionnaires, à un ou plusieurs membres du conseil ou à un comité (dont les membres n'ont pas besoin d'être administrateurs), agissant à telles conditions et avec tels pouvoirs que le conseil déterminera. Il pourra également conférer tous pouvoirs et mandats spéciaux à toutes personnes qui n'ont pas besoin d'être administrateurs, nommer et révoquer tous fondés de pouvoirs et employés, et fixer leurs émoluments.

Art. 10. La Société sera engagée par la signature collective de deux administrateurs ou la seule signature de toute personne à laquelle pareil pouvoir de signature aura été délégué par le conseil d'administration.

Art. 11. Les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaires. L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leur rémunération et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six années.

Art. 12. L'exercice social commencera le premier janvier de chaque année et se terminera le trente et un décembre de la même année, sauf toutefois que le premier exercice social commencera le jour de la constitution et se terminera le trente et un décembre de l'an 2006.

Art. 13. Sur le bénéfice annuel net de la Société il est prélevé cinq pour cent (5%) pour le fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social, tel que prévu à l'article 3 des statuts ou tel qu'il aura été augmenté ou réduit tel que prévu à l'article 3 des présents statuts.

L'assemblée générale des actionnaires déterminera, sur proposition du conseil d'administration, de quelle façon il sera disposé du solde du bénéfice annuel net.

Dans le cas d'actions partiellement libérées, des dividendes seront payables proportionnellement au montant libéré de ces actions.

Des acomptes sur dividendes pourront être versés en conformité avec les conditions prévues par la loi.

Art. 14. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 15. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la loi du dix août mil neuf cent quinze concernant les Sociétés commerciales et aux lois modificatives.

Souscription et libération

Les comparants ont souscrit les actions et les ont libéré intégralement de la manière suivante:

Actionnaires	Capital souscrit EUR	Capital libéré EUR	Nombre d'actions
1) BIM FIDUCIARIA S.p.A., prénommée.	30.900,-	30.900,-	309
2) Madame Nathalie Mager, prénommée.	100,-	100,-	1
Total	31.000,-	31.000,-	310

Preuve de tous ces paiements a été donnée au notaire soussigné, de sorte que la somme de trente et un mille euros (31.000,- EUR) se trouve à l'entière disposition de la Société.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les Sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombe à la Société ou qui est mis à sa charge en raison de sa constitution, est approximativement estimés à la somme de mille euros (1.000,- EUR).

Assemblée générale extraordinaire

Les parties ci-avant désignées, représentant l'intégralité du capital souscrit et se considérant comme dûment convoquées, se sont constituées en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté que cette assemblée était régulièrement constituée, elles ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires aux comptes à un.
2. Ont été appelés aux fonctions d'administrateur:
 - Madame Nathalie Mager, employée privée, née à F-Longwy, le 2 mai 1966, demeurant professionnellement à L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer;
 - Monsieur Serge Marion, employé privé, né à B-Namur, le 15 avril 1976, demeurant professionnellement à L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer;
 - Madame Helena Di Vito, employée privée, née à B-Messancy, le 8 septembre 1968 demeurant professionnellement à L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.
3. A été appelée aux fonctions de commissaire aux comptes:
 - La société à responsabilité limitée ELPERS & CO REVISEURS D'ENTREPRISES, avec siège social à L-1724 Luxembourg, 11, boulevard du Prince Henri, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 74.348.
4. L'adresse de la Société est fixée à L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.
5. La durée du mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes sera d'un an et prendra fin à l'assemblée générale des actionnaires statuant sur les comptes de l'exercice de l'an 2006.
6. Le conseil d'administration est autorisé à déléguer les pouvoirs de gestion journalière conformément à l'article 9 des statuts.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ceux-ci ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: S. Marion, N. Mager, M. Schaeffer.

Enregistré à Remich, le 16 juin 2006, vol. 470, fol. 53, case 3. – Reçu 310 euros.

Le Receveur (signé): Molling.

Pour copie conforme, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mé-morial, Recueil des Sociétés et Associations.

Remich, le 2 juillet 2006.

M. Schaeffer.

(064930.3/5770/171) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2006.

**LONG TERM INVESTMENT FUND (SIA), Société d'Investissement à Capital Variable,
(anc. LONG TERM INVESTMENT FUND).**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 1, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 113.981.

L'an deux mille six, le vingt-six juillet.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Mersch (Luxembourg).

S'est réunie:

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de LONG TERM INVESTMENT FUND, société d'investissement à capital variable, avec siège social à Luxembourg, constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné, en date du 2 février 2006, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C daté du 18 février 2006, numéro 368.

L'Assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur George Marios Prantzios, employé de banque, demeurant à Luxembourg.

qui désigne comme secrétaire Monsieur Gregory Fourez, employé de banque, demeurant à Neufchâteau (Belgique).

L'Assemblée appelle aux fonctions de scrutateur Madame Sylvia Sillitti, employée de banque, demeurant à Thionville (France).

Le président expose et prie alors le notaire instrumentant d'acter comme suit:

I.- Que toutes les actions étant nominatives, la présente assemblée a été dûment convoquée par des avis contenant l'ordre du jour envoyés aux actionnaires nominatifs par lettres recommandées en date du 17 juillet 2006.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions détenues par chacun d'entre eux est indiqué sur une liste de présence signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentant. Ladite liste ainsi que les procurations seront annexées au présent acte pour être soumises aux formalités de l'enregistrement.

III.- Qu'il apparaît de cette liste de présence que sur les 1.158.668,94 actions en circulation, 250.809 actions sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire.

Le Président informe l'Assemblée Générale qu'une première assemblée générale extraordinaire a été convoquée pour le 14 juillet 2006 et que les conditions de quorum pour voter tous les points à l'ordre du jour n'étaient pas remplies lors de cette Assemblée. La présente Assemblée peut donc valablement délibérer quel que soit le nombre d'actions présentes ou représentées.

IV.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

Modification de l'article 1^{er} des statuts pour lui donner la teneur suivante: «Il existe entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront actionnaires une société en la forme d'une société anonyme sous le régime d'une société d'investissement à capital variable sous la dénomination de LONG TERM INVESTMENT FUND (SIA).

Ces faits ayant été approuvés par l'assemblée, cette dernière a pris à l'unanimité des voix la résolution suivante:

Résolution unique

L'Assemblée décide de modifier l'article 1^{er} des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«Il existe entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront actionnaires une société en la forme d'une société anonyme sous le régime d'une société d'investissement à capital variable sous la dénomination de LONG TERM INVESTMENT FUND (SIA).»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: G-M. Prantzios, G. fourez, S. Sillitti, H. Hellinckx.

Enregistré à Luxembourg, le 3 août 2006, vol. 437, fol. 90, case 5. – Reçu 12 euros.

Le Receveur ff. (signé): Weber.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 16 août 2006.

H. Hellinckx.

(087104.3/242/50) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2006.

**LONG TERM INVESTMENT FUND (SIA), Société d'Investissement à Capital Variable,
(anc. LONG TERM INVESTMENT FUND).**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 1, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 113.981.

Statuts coordonnés déposés au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg, le 18 août 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 16 août 2006.

H. Hellinckx.

(087107.3/242/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2006.

PARTICIPATIONS METALLURGIQUES, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R. C. Luxembourg B 4.170.

L'Assemblée Générale Ordinaire du 12 septembre 2005 a nommé aux fonctions de Commissaire aux Comptes COMCOLUX, S.à r.l., 67, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, Villa Bofferding, L-1331 Luxembourg, en remplacement de FIDUCIAIRE INTERNATIONALE S.A.. Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2006.

Puis cette Assemblée a décidé de transférer le siège social de la société du 14 rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, au 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg.

Nous vous demandons de bien vouloir prendre note du changement d'adresse des administrateurs:

Madame Monique Juncker, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg.

MONTEREY SERVICES S.A., 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg.

UNIVERSAL MANAGEMENT SERVICES, S.à r.l., 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 décembre 2005.

Pour PARTICIPATIONS METALLURGIQUES

M. JUNCKER

Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 22 décembre 2005, réf. LSO-BL06675. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(001596.3/029/23) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2006.

PARTICIPATIONS METALLURGIQUES, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R. C. Luxembourg B 4.170.

Le bilan et le compte de profits et pertes au 30 juin 2005, enregistré à Luxembourg, le 22 décembre 2005, réf. LSO-BL06676, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 décembre 2005.

Pour PARTICIPATIONS METALLURGIQUES, Société Anonyme Holding

M. Juncker

Administrateur

(001599.3/029/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2006.

**MSRESS III INVESTMENT MANAGEMENT, S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. GSSIII Iena, S.à r.l.).**

Registered office: L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller.
R. C. Luxembourg B 116.039.

In the year two thousand and six, on the second of August,

Before the undersigned Maître Martine Schaeffer, notary residing in Remich, Grand-Duchy of Luxembourg, acting in replacement of Maître André Schwachtgen, notary, residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, momentarily absent, the latter remaining depositary of the present minutes

There appeared:

GLOBAL SPECIAL SITUATIONS III FUNDING, L.P., a limited partnership under the laws of Cayman Islands, with registered office at Ugland House, South Church Street, PO Box 309GT, George Town, Grand Cayman, Cayman Islands,

here represented by Mr. Lionel Spizzichino, LL.M., residing in Luxembourg,
by virtue of a proxy, given in New-York, on 25 July 2006.

Said proxy, initialed ne varietur by the proxy holder of the appearing party and the notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole member of GSSIII Iena S.à r.l., a société à responsabilité limitée, having its registered office at L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller, recorded with the Luxembourg Trade and Companies' Register under section B, number 116.039, incorporated pursuant to a deed of the notary André Schwachtgen on the 30th of March 2006, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (hereafter the «Company»).

The appearing party representing the entire share capital took the following resolutions:

First resolution:

The sole member decides to modify the Company's name from GSSIII Iena, S.à r.l. to MSRESS III INVESTMENT MANAGEMENT, S.à r.l.

Second resolution:

As a consequence of the above resolution, Article 4 of the Articles of Association is amended and now reads as follows:

«**Art. 4.** The Company will have the name MSRESS III INVESTMENT MANAGEMENT, S.à r.l.»

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that upon request of the proxyholder of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version; upon request of the proxyholder of the appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, said proxyholder signed together with Us the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille six, le deux août,

Par-devant Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Remich, Grand-Duché de Luxembourg, agissant en remplacement de Maître André Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, momentanément absent, lequel dernier nommé restera dépositaire de la présente minute.

A comparu:

GLOBAL SPECIAL SITUATIONS III FUNDING, L.P., un limited partnership constitué sous les lois des Iles Cayman, avec siège social à Uglan House, South Church Street, PO Box 309GT, George Town, Grand Cayman, Iles Cayman, ici représentée par M. Lionel Spizzichino, LL.M., demeurant à Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à New-York, en date du 25 juillet 2006.

La procuration signée ne varietur par le mandataire de la comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La comparante est la seule associée de GSSIII Iena, S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social à L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la Section B numéro 116.039, constituée suivant acte reçu par le notaire André Schwachtgen, en date du 30 mars 2006, pas encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (ci après la «Société»).

La comparante, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'associée unique décide de modifier la dénomination sociale de la Société de GSIII Iena, S.à r.l. en MSRESS III INVESTMENT MANAGEMENT, S.à r.l.

Deuxième résolution:

Suite à la résolution qui précède, l'article 4 des statuts de la Société est modifié et aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 4.** La Société aura la dénomination MSRESS III INVESTMENT MANAGEMENT, S.à r.l.»

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du mandataire de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande du même mandataire et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, celui-ci a signé avec Nous, Notaire, le présent acte.

Signé: L. Spizzichino, M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg, le 14 août 2006, vol. 29CS, fol. 41, case 12. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Muller.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 août 2006.

A. Schwachtgen.

(089897.3/230/73) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 août 2006.

**MSRESS III INVESTMENT MANAGEMENT, S.À R.L., Société à responsabilité limitée,
(anc. GSSIII Iena, S.à r.l.).**

Siège social: L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller.

R. C. Luxembourg B 116.039.

Statuts coordonnés suivant l'acte n° 1182 du 2 août 2006, déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 août 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A. Schwachtgen.

(089899.3/230/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 août 2006.

SIDENT S.A., Société Anonyme.

Registered office: L-1611 Luxembourg, 41, avenue de la Gare.
R. C. Luxembourg B 71.684.

In the year two thousand six, on June fifteenth.

Before us, Maître Martine Schaeffer, notary residing at Remich (Grand Duchy of Luxembourg).

Was held an extraordinary general meeting of the shareholders of SIDENT S.A., a société anonyme having its registered office in Luxembourg, incorporated by notary Alphonse Lentz, before residing in Remich dated September 24, 1999, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 902 of November 29th, 1999. The articles of incorporation were modified the last time by general assembly with private signatures dated December 21st, 2001, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 694 of May 6th, 2002.

The meeting is presided by Mr Lennart Stenke, with professional address in Luxembourg, who appoints as secretary Mr Francis Welscher, with professional address in Luxembourg.

The meeting elects as scrutineer Mr Nico Kruchten, with professional address in Luxembourg.

The office of the meeting having thus been constituted, the chairman declares and requests the notary to state that:

I. The agenda of the meeting is the following:

- 1) Change of date of the annual general meeting to be decided in the forth coming Extraordinary General Meeting to be held in front of a notary;
- 2) Miscellaneous.

II. There has been established an attendance list showing the shareholders present and represented and the number of shares, which after having been signed by the shareholders or their proxy holders, by the office of the meeting and the notary, will be registered with this deed together with the proxies signed ne varietur by the Bureau and the notary.

III. It appears from the attendance list that all of the shares are present or represented. The meeting is therefore regularly constituted and can validly deliberate and decide on the aforesaid agenda of the meeting, of which the shareholders have been informed before the meeting.

IV. After deliberation, the following resolutions are taken unanimously.

Sole resolution

The general meeting decides to change the date of the annual general meeting of shareholders and as a result of this resolution, the Article 6, paragraph 1 of the Articles of Incorporation is amended in its German version, so that it will read from now as follows:

«**Art. 6. Absatz 1.** Die jährliche Hauptversammlung findet statt am Geschäftssitz oder an einem anderen in der Einberufung angegebenen Ort, am dritten Mittwoch des Monats Juni um 14:00 Uhr und zum ersten Mal im Jahre 2007.»

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the company as a result of the present deed are estimated at approximately seven hundred Euro (700.- EUR).

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that upon request of the above appearing persons, this deed is worded in English followed by a French translation and that in case of any divergence between the English and the French text, the English text shall be prevailing.

Nothing else being on the agenda, the meeting was closed.

Whereof this notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day appearing at the beginning of this document.

The document having been read and translated to the appearing persons, the members of the office of the meeting signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française:

L'an deux mille six, le quinze juin.

Par-devant Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Remich (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme SIDENT S.A., avec siège social à Luxembourg, constituée suivant acte reçu par le notaire Alphonse Lentz, alors de résidence à Remich en date du 24 septembre 1999, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 902 du 29 novembre 1999. Les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant assemblée générale extraordinaire tenue sous seing privé en date du 21 décembre 2001, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 694 du 6 mai 2002.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Lennart Stenke, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Francis Welscher, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Nico Kruchten, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, Monsieur le Président expose et prie le notaire d'acter que:

I. L'ordre du jour de l'assemblée est conçu comme suit:

- 1) Changement de la date de l'assemblée générale annuelle des actionnaires par-devant notaire;
- 2) Divers.

II. Il a été établi une liste de présence renseignant les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, laquelle, après avoir été signée par les actionnaires et leurs mandataires, par les membres du bureau et le notaire, sera enregistrée avec le présent acte, ensemble avec les procurations paraphées ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant.

III. Il résulte de ladite liste de présence que toutes les actions sont présentes ou représentées. Dès lors, l'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer et décider sur l'ordre du jour précité dont les actionnaires ont eu connaissance avant la tenue de l'assemblée.

IV. Après délibération, l'assemblée prend les résolutions suivantes à l'unanimité:

Résolution unique

L'assemblée décide de changer la date de l'assemblée générale annuelle des actionnaires et, à la suite de cette résolution, de modifier l'article 6, premier paragraphe des statuts pour lui conférer désormais la teneur suivante dans sa version allemande:

«**Art. 6. Absatz 1.** Die jährliche Hauptversammlung findet statt am Geschäftssitz oder an einem anderen, in der Einberufung angegebenen Ort, am dritten Mittwoch des Monats Juni um 14:00 Uhr und zum ersten Mal im Jahre 2007.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges qui incombent à la société en raison du présent acte sont évalués approximativement à la somme de sept cents euros (700,- EUR).

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des comparants, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française et qu'en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, les membres du bureau ont signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: L. Stenke, F. Welscher, N. Kruchten, M. Schaeffer.

Enregistré à Remich, le 16 juin 2006, vol. 470, fol. 53, case 9. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Molling.

Pour copie conforme, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Remich, le 5 juillet 2006.

M. Schaeffer.

(065239.2/5770/89) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2006.

SIDENT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 41, avenue de la Gare.

R. C. Luxembourg B 71.684.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Remich, le 5 juillet 2006.

M. Schaeffer.

(065240.3/5770/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2006.

NIVAK, Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R. C. Luxembourg B 54.687.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle tenue à Luxembourg le 13 janvier 2006

L'Assemblée maintient les résolutions des assemblées générales du 17 décembre 2002 et du 30 avril 2004 mandatant aux fonctions d'administrateurs et de commissaire aux comptes jusqu'à l'assemblée générale à tenir en 2008:

- Monsieur Patrick Rochas, administrateur, demeurant professionnellement 10A, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg;

- Madame Céline Stein, administrateur, demeurant professionnellement 10A, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg;

- Monsieur Maurice Houssa, administrateur, demeurant professionnellement 10A, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg;

- la société MAZARS, commissaire aux comptes, avec son siège social 10A, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg.

Patrick Rochas

Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 3 juillet 2006, réf. LSO-BS00161. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(065290.3/636/21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2006.

MINERAL INVESTMENTS S.A., Société Anonyme.
Registered office: L-1611 Luxembourg, 41, avenue de la Gare.
R. C. Luxembourg B 62.216.

In the year two thousand six, on June fifteenth.

Before Us, Maître Martine Schaeffer, notary residing at Remich (Grand Duchy of Luxembourg).

Was held an extraordinary general meeting of the shareholders of MINERAL INVESTMENTS S.A., a société anonyme having its registered office in Luxembourg, incorporated by notary Alphonse Lentz, before residing in Remich dated December 19th, 1997, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 196 of March 31st, 1998. The articles of incorporation were modified the last time by general assembly with private signatures dated December 10th, 2001, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 694 of May 6th, 2002.

The meeting is presided by Mr Lennart Stenke, with professional address in Luxembourg,

who appoints as secretary Mr Francis Welscher, with professional address in Luxembourg.

The meeting elects as scrutineer Mr Nico Kruchten, with professional address in Luxembourg.

The office of the meeting having thus been constituted, the chairman declares and requests the notary to state that:

I. The agenda of the meeting is the following:

1) Change of date of the annual general meeting to be decided in the forth coming Extraordinary General Meeting to be held in front of a notary;

2) Miscellaneous.

II. There has been established an attendance list showing the shareholders present and represented and the number of shares, which after having been signed by the shareholders or their proxy holders, by the office of the meeting and the notary, will be registered with this deed together with the proxies signed ne varietur by the Bureau and the notary.

III. It appears from the attendance list that all of the shares are present or represented. The meeting is therefore regularly constituted and can validly deliberate and decide on the aforementioned agenda of the meeting, of which the shareholders have been informed before the meeting.

IV. After deliberation, the following resolutions are taken unanimously.

Sole resolution

The general meeting decides to change the date of the annual general meeting of shareholders and as a result of this resolution, the Article 6, paragraph 1 of the Articles of Incorporation is amended in its German version, so that it will read from now as follows:

«**Art. 6. Absatz 1.** Die jährliche Hauptversammlung findet statt am Geschäftssitz oder an einem anderen in der Einberufung angegebenen Ort, am dritten Mittwoch des Monats Juni, um 15:00 Uhr und zum ersten Mal im Jahre 2007.»

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the company as a result of the present deed are estimated at approximately seven hundred Euro (700.- EUR).

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that upon request of the above appearing persons, this deed is worded in English followed by a French translation and that in case of any divergence between the English and the French text, the English text shall be prevailing.

Nothing else being on the agenda, the meeting was closed.

Whereof this notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day appearing at the beginning of this document.

The document having been read and translated to the appearing persons, the members of the office of the meeting signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française:

L'an deux mille six, le quinze juin.

Par-devant Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Remich (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme MINERAL INVESTMENTS S.A., avec siège social à Luxembourg, constituée suivant acte reçu par le notaire Alphonse Lentz, alors de résidence à Remich en date du 19 décembre 1997, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 196 du 31 mars 1998. Les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant assemblée générale extraordinaire tenue sous seing privé en date du 10 décembre 2001, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 694 du 6 mai 2002.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Lennart Stenke, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Francis Welscher, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Nico Kruchten, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, Monsieur le Président expose et prie le notaire d'acter que:

I. L'ordre du jour de l'assemblée est conçu comme suit:

1) Changement de la date de l'assemblée générale annuelle des actionnaires par-devant notaire;

2) Divers.

II. Il a été établi une liste de présence renseignant les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, laquelle, après avoir été signée par les actionnaires et leurs mandataires, par les membres du bureau et le notaire, sera enregistrée avec le présent acte, ensemble avec les procurations paraphées ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant.

III. Il résulte de ladite liste de présence que toutes les actions sont présentes ou représentées. Dès lors, l'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer et décider sur l'ordre du jour précité dont les actionnaires ont eu connaissance avant la tenue de l'assemblée.

IV. Après délibération, l'assemblée prend les résolutions suivantes à l'unanimité:

Résolution unique

L'assemblée décide de changer la date de l'assemblée générale annuelle des actionnaires et, à la suite de cette résolution, de modifier l'article 6, premier paragraphe des statuts pour lui conférer désormais la teneur suivante dans sa version allemande:

«**Art. 6. Absatz 1.** Die jährliche Hauptversammlung findet statt am Geschäftssitz oder an einem anderen, in der Einberufung angegebenen Ort, am dritten Mittwoch des Monats Juni, um 15:00 Uhr und zum ersten Mal im Jahre 2007.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges qui incombent à la société en raison du présent acte sont évalués approximativement à la somme de sept cents euros (700,- EUR).

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des comparants, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française et qu'en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, les membres du bureau ont signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: L. Stenke, F. Welscher, N. Kruchten, M. Schaeffer.

Enregistré à Remich, le 16 juin 2006, vol. 470, fol. 54, case 2. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Molling.

Pour copie conforme, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Remich, le 4 juillet 2006.

M. Schaeffer.

(065242.2/5770/89) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2006.

MINERAL INVESTMENTS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 41, avenue de la Gare.

R. C. Luxembourg B 62.216.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Remich, le 4 juillet 2006.

M. Schaeffer.

(065243.3/5770/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2006.

**NESTLE WATERS POWWOW EUROPEAN INVESTMENTS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. A.S. WATSON EUROPEAN INVESTMENTS, S.à r.l.).**

Siège social: Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 80.855.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 31048 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

J. Elvinger

Notaire

(065233.3/211/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2006.

FINANCIERE HORUS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1340 Luxembourg, 3-5, place Winston Churchill.

R. C. Luxembourg B 81.493.

Le bilan au 31 décembre 2005, ainsi que l'annexe et les autres documents et informations qui s'y rapportent, enregistrés à Luxembourg, le 4 juillet 2006, réf. LSO-BS01060, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(064974.3/833/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2006.

GALLO S.A.H., Société Anonyme.

Siège social: L-2628 Luxembourg, 99, rue des Trévières.
R. C. Luxembourg B 50.280.

Le bilan de clôture au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 6 décembre 2005, réf. LSO-BL01266, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 juillet 2006.

Signature.

(065220.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2006.

GALLO S.A.H., Société Anonyme.

Siège social: L-2628 Luxembourg, 99, rue des Trévières.
R. C. Luxembourg B 50.280.

Le bilan de clôture au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 6 décembre 2005, réf. LSO-BL01263, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 juillet 2006.

Signature.

(065215.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2006.

GALLO S.A.H., Société Anonyme.

Siège social: L-2628 Luxembourg, 99, rue des Trévières.
R. C. Luxembourg B 50.280.

Le bilan de clôture au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 6 décembre 2005, réf. LSO-BL01291, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 juillet 2006.

Signature.

(065212.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2006.

GALLO S.A.H., Société Anonyme.

Siège social: L-2628 Luxembourg, 99, rue des Trévières.
R. C. Luxembourg B 50.280.

Le bilan de clôture au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 6 décembre 2005, réf. LSO-BL01261, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 juillet 2006.

Signature.

(065208.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2006.

GALLO S.A.H., Société Anonyme.

Siège social: L-2628 Luxembourg, 99, rue des Trévières.
R. C. Luxembourg B 50.280.

Le bilan de clôture au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 6 décembre 2005, réf. LSO-BL01259, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 juillet 2006.

Signature.

(065204.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2006.

GALLO S.A.H., Société Anonyme.

Siège social: L-2628 Luxembourg, 99, rue des Trévières.
R. C. Luxembourg B 50.280.

Le bilan de clôture au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 6 décembre 2005, réf. LSO-BL01257, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 juillet 2006.

Signature.

(065200.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2006.

BigBoard GROUP S.A., Société Anonyme.

Registered office: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.
R. C. Luxembourg B 117.412.

STATUTES

In the year two thousand and six, on the twenty-first of June.
Before Us, Maître Joseph Elvinger, notary, residing in Luxembourg.

There appeared:

1. Mr Jozef Onderka, CEO BigBoard GROUP PRAGUE, born in Kosice, Slovakia, on May 8, 1966, residing at Prusikova 2436, 150 00 Praha 5, Czech Republic;
 2. Mr Gabriel Fülöpp, CEO, born in Komarno, Slovakia, on September 11, 1971, residing at Broncova 1057, 252 30 Revnice, Czech Republic;
 3. Mr Richard Fuxa, Chairman, BigBoard PRAGUE, born in Usti nad Labem, Czech Republic, on May 6, 1966, residing at Na Morani 13, 120 00 Praha 2, Czech Republic;
 4. Mr Askold Shestunov, CEO BigBoard KIEV, born in Lev Tolstoy, Russia, on February 15, 1963, residing at Simonenko 8, flat 50, Vyshgorod, 07300 Kiyv oblast, Ukraine;
 5. Mr Tomas Polisensky, CFO BigBoard GROUP PRAGUE, born in Kolin, Czech Republic, on February 22, 1974, residing at Humenecka 9, 182 00 Praha 8, Czech Republic;
 6. Mr Ruslan Zheludik, COO BigBoard MOSCOW, born in Kiev, Ukraine, on March 15, 1972, residing at I. Mazepi 12, flat 151, Vyshgorod, 07300 Kiyv oblast, Ukraine;
 7. Mr Anton Shestunov, CEO POSTER GROUP KIEV, born in Kiev, Ukraine on April 10, 1968, residing at Kotelnikova 13, flat 43, 03113 Kiev, Ukraine;
 8. Marek Pekarek, CEO BigBoard PRAGUE, born in Plzen, Czech Republic, on July 30, 1969, residing at Ke Hvezdarne 485, 391 02 Sezimovo Usti, Czech Republic;
 9. Alexander Didenko, COO BigBoard KIEV, born in Kiev, Ukraine, on December 28, 1963, residing at Klovskiy Uzviv 10, flat 11, 01021 Kiev, Ukraine;
 10. Yuri Babich, CEO of BigBoard MINSK, born in Vyshgorod, Ukraine, on July 25, 1974, residing at I. Mazepi 13/9, flat 77, Vyshgorod, 07300 Kiyv oblast, Ukraine; and
 11. George Kisugite, Technical Director BigBoard PRAGUE, born in Praha, Czech Republic, on June 19, 1968, residing at Prazska 320, 250 81 Nehvizdy, Czech Republic,
- all here represented by Mr Régis Galiotto, jurist, residing professionally in Luxembourg,
by virtue of eleven (11) proxies given under private seal on June 20, 2006.

Said proxies, signed ne varietur by the proxyholder of the appearing persons and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing persons, represented as stated hereabove, have requested the notary to inscribe as follows the articles of association of a public limited liability company («Société anonyme»), which the founding shareholders form between themselves:

Chapter I. Form, Name, Registered Office, Object, Duration
Art. 1. Form

There is formed, between the subscribers and all those who become owners of shares issued hereafter, a public limited liability Company («Société anonyme») (hereafter the «Corporation»), which will be governed by the laws pertaining to such an entity, and in particular by the law of August 10th, 1915 on commercial companies as amended (hereafter the «Law»), as well as by the present articles of association (hereafter the «Articles»).

Art. 2. Object

The purpose of the Corporation is the acquisition of ownership interests, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such ownership interests. The Corporation may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever, including partnerships. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

The Corporation may borrow in any form. It may issue notes, bonds and debentures and any kind of debt which may be convertible and/or equity securities. The Corporation may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company. It may also give guarantees and grant security interests in favor of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company. The Corporation may further mortgage, pledge, transfer, encumber or otherwise hypothecate all or some of its assets.

The Corporation may generally employ any techniques and utilize any instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Corporation against creditors, currency fluctuations, interest rate fluctuations and other risks.

The Corporation may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly further or relate to its purpose.

Art. 3. Duration

The Corporation is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. Name

The Corporation will have the name of BigBoard GROUP S.A.

Art. 5. Registered Office

The registered office of the Corporation is established in Luxembourg-City.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a decision of an extraordinary general meeting of its Shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality of Luxembourg-City by simple decision of the Board of Directors.

The Corporation may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Chapter II. Capital, shares**Art. 6. Corporate capital / Authorized capital**

6.1. The corporate capital is set at one hundred thousand Euro (EUR 100,000.-) represented by fifty thousand (50,000) shares with a nominal value of two Euro (EUR 2.-) each, fully paid up.

The shares may be created as registered or bearer shares at the option of the Shareholders.

6.2. In addition to the corporate capital, there may be set up a premium account into which any premium paid on any share in addition to its par value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Corporation may redeem from its Shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the Shareholders or to allocate funds to the legal reserve.

Art. 7. Increase and reduction of capital

The capital may be changed at any time by a unanimous decision of the Shareholders.

Art. 8. Transfer and repurchase of shares

The shares can be transferred only upon a unanimous consent of the shareholders and only to current shareholders. If the consent is not granted, then the company shall repurchase the shares, in compliance with the Law.

Chapter III. Management**Art. 9. Board of Directors**

The Corporation is managed by a Board of Directors composed of at least three members, either shareholders or not. The Board of Directors might be composed by two categories of Directors, respectively called «Category A Directors» and «Category B Directors».

The Directors are appointed for a period not exceeding six years by the general meeting of Shareholders which may at any time remove them.

The number of Directors, their term and their remuneration are fixed by the general meeting of the Shareholders.

Art. 10. Meetings of the Board of Directors

10.1. The Board of Directors may elect from among its members a chairman.

10.2. The Board of Directors convenes upon call by the chairman if any or upon request of any two Directors, as often as the interest of the Corporation so requires.

10.3. Written notice of any meeting of the Board of Directors of the Corporation shall be given to all Directors at least twenty-four (24) hours in advance of the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth briefly in the convening notice of the meeting of the Board of Directors of the Corporation. No such written notice is required if all the members of the Board of Directors of the Corporation are present or represented during the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda, of the meeting. The written notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telefax, cable, telegram or telex, of each member of the Board of Directors of the Corporation. Separate written notice shall not be required for meetings that are held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by decision of the Board of Directors of the Corporation.

10.4. Any member of the Board of Directors of the Corporation may act at any meeting of the Board of Directors of the Corporation by appointing, in writing whether in original, by telefax, cable, telegram or telex, another director as his or her proxy.

10.5. Any Director may participate in a meeting of the Board of Directors of the Corporation by conference call or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear and speak to each other and properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

10.6. Notwithstanding the foregoing, a decision of the Board of Directors of the Corporation may also be passed in writing. Such decision shall consist of one or several documents containing the decisions and signed by each and every Director. The date of such decision shall be the date of the last signature.

Art. 11. Decisions of the Board of Directors

The Board of Directors may validly deliberate if a quorum of Directors is present or represented at such board meeting. A quorum shall be deemed to be present or represented if the majority of the Corporation's Directors is present or represented and with at least the presence or representation of one Director of each Category in case the Directors are split in two categories. Decisions taken by the Board of Directors shall require the vote of the majority of the Directors present or represented, with at least the favorable vote of one Director of each Category in case the Directors are split in two categories.

In the event that at any meeting the number of votes for and against a decision is equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

Art. 12. Powers of the Board of Directors

The Board of Directors is invested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in compliance with the corporate object. All powers not expressly reserved by the Law or by the present Articles to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the Board of Directors.

Any litigation involving the Corporation either as plaintiff or as defendant, will be handled in the name of the Corporation by the Board of Directors, represented by its chairman or by the Director delegated for this purpose.

Art. 13. Binding signatures

The Corporation will be bound in any circumstances by the joint signatures of two Directors or by the sole signature of the Managing Director, provided that special decisions have been reached concerning the authorized signature in case of delegation of powers or proxies given by the Board of Directors pursuant to article 14 of the present Articles.

In case the Corporation is administrated by two categories of Directors, the Corporation will obligatorily be committed by the joint signature of one Category A Director and one Category B Director.

Art. 14. Day-to-day management

The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management of the Corporation to one or more Directors, who will be called Managing Directors.

It may also commit the management of all the affairs of the Corporation or of a special branch to one or more Directors, and give special powers for determined matters to one or more proxyholders, selected from its own members or not, either Shareholders or not.

Art. 15. Liability - Indemnification

The Board of Directors assumes, by reason of its position, no personal liability in relation to any commitment validly made by it in the name of the Corporation.

The Corporation shall indemnify any Director or officer and his heirs, executors and administrators, against any damages or compensations to be paid by him/her or expenses or costs reasonably incurred by him/her, as a consequence or in connection with any action, suit or proceeding to which he/she may be made a party by reason of his/her being or having been a Director or officer of the Corporation, or, at the request of the Corporation, of any other Corporation of which the Corporation is a shareholder or creditor and by which he/she is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he/she shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence, fraud or wilful misconduct. In the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Corporation is advised by its legal counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which such Director or officer may be entitled.

Art. 16. Conflict of Interests

No contract or other transaction between the Corporation and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Director or any officer of the Corporation has a personal interest in, or is a director, associate, member, officer or employee of such other company or firm. Except as otherwise provided for hereafter, any Director or officer of the Corporation who serves as a director, associate, officer or employee of any company or firm with which the Corporation shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be automatically prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Notwithstanding the above, in the event that any Director of the Corporation may have any personal interest in any transaction of the Corporation, he shall make known to the Board of Directors such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such Director's or officer's interest therein shall be reported to the next general meeting of shareholders.

Chapter IV. Shareholders**Art. 17. Powers of the General Meeting of the Shareholders**

Any regularly constituted meeting of the Shareholders of the Corporation shall represent the entire body of Shareholders of the Corporation. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to all the operations of the Corporation.

Art. 18. Annual general meeting of the shareholders

The annual general meeting of the Shareholders of the Corporation shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the address of the registered office of the Corporation or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the convening notice of the meeting, on the 2nd Monday of the month of May of each year at 2.00 p.m. If such day is not a business day for banks in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following business day.

The annual general meeting of the Shareholders of the Corporation may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board of Directors of the Corporation, exceptional circumstances so require.

Art. 19. Other meetings of the shareholders

Other meetings of the Shareholders of the Corporation may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of the meeting.

Art. 20. Procedure, vote

20.1. Each share is entitled to one vote.

20.2. Except as otherwise required by the Law or by these Articles, decisions at a meeting of the Shareholders of the Corporation duly convened will be passed by a simple majority of those present or represented and voting.

20.3. An extraordinary general meeting convened to amend any provisions of the Articles shall not validly deliberate unless at least one half of the capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles.

If the first of these conditions is not satisfied, a second meeting may be convened, in the manner prescribed by the Articles, by means of notices published twice, at fifteen days interval at least and fifteen days before the meeting in the Luxembourg official gazette, the Mémorial, and in two Luxembourg newspapers. Such convening notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the results of the previous meeting. The second meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented. At both meetings, decisions, in order to be adopted, must be carried by at least two-thirds of the votes of the Shareholders present or represented.

20.4. However, the nationality of the Corporation may be changed and the commitments of its Shareholders may be increased only with the unanimous consent of the Shareholders and bondholders, if any.

20.5. A Shareholder may act at any meeting of the Shareholders of the Corporation by appointing another person as his proxy in writing whether in original, by telefax, cable, telegram or telex.

20.6. Any shareholder may participate in a meeting of the Shareholders of the Corporation by conference call or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear and speak to each other and properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

20.7. If all the shareholders of the Corporation are present or represented at a meeting of the shareholders of the Corporation, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Chapter V. Supervision

Art. 21. Statutory auditors

The operations of the Corporation shall be supervised by one or several statutory auditor(s) (commissaire(s) aux comptes). The statutory auditor(s) shall be elected for a term not exceeding six years and shall be re-eligible.

The statutory auditor(s) will be appointed by the general meeting of Shareholders of the Corporation which will determine their number, their remuneration and the term of their office. The statutory auditor(s) in office may be removed at any time by the general meeting of Shareholders of the Corporation with or without cause.

Chapter VI. Accounting Year, Allocation of Profits

Art. 22. Financial Year

The accounting year of the Corporation shall begin on the 1st of January and shall terminate on 31st of December of each year.

Art. 23. Appropriation of profits

After deduction of any and all of the expenses of the Corporation and the amortization, the credit balance represents the net profit of the Corporation.

On the net profit, five percent (5%) shall be appropriated for the legal reserve; this deduction ceases to be compulsory when the reserve amounts to ten percent (10%) of the capital of the Corporation, but it must be resumed until the reserve is entirely reconstituted if, at any time, for any reason whatsoever, it has been touched.

The Board of Directors may decide to pay interim dividends, in compliance with the Law.

The balance is at the disposal of the general meeting.

Chapter VII. Dissolution, Liquidation

Art. 24. Dissolution, Liquidation

The Corporation may be dissolved by a decision of the general meeting of Shareholders. The liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the general meeting of Shareholders, which will specify their powers and fix their remuneration.

Chapter VIII. Applicable Law

Art. 25. Applicable Law

All matters not governed by these Articles are to be construed in accordance with the law of August 10th, 1915 on commercial companies and the amendments thereto.

Transitory provisions

1. The first accounting year shall begin on the date of formation of the Corporation and shall terminate on December 31, 2006.
2. The first annual meeting of the Shareholders shall be held in 2007.

Subscription

The articles of association having thus been established, the parties appearing declare to subscribe the whole capital as follows:

1. Mr Jozef Onderka	11,650 shares
2. Mr Gabriel Fülöpp	11,650 shares
3. Mr Richard Fuxa	11,650 shares
4. Mr Askold Shestunov	11,650 shares
5. Mr Tomas Polisenksy	800 shares
6. Mr Ruslan Zheludik	800 shares
7. Mr Anton Shestunov	800 shares

8. Marek Pekarek	350 shares
9. Alexander Didenko	250 shares
10. Yuri Babich	250 shares
11. George Kisugite	150 shares
Total	50,000 shares

All the shares have been fully paid up by payment in cash, so that the amount of one hundred thousand Euro (EUR 100,000.-) is now available to the Corporation evidence thereof having been given to the notary.

Statement

The undersigned notary states that the conditions provided for in article 26 of the law of August 10th, 1915 on commercial companies have been observed.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remuneration or expenses, in any form whatsoever, which the Corporation incurs or for which it is liable by reason of its organization, is approximately three thousand Euro (EUR 3,000.-).

Extraordinary general meeting

The abovenamed parties, representing the entire subscribed capital and considering themselves as duly convened, have immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting.

Having first verified that the meeting was regularly constituted, they have passed the following decisions by unanimous vote:

1. The Corporation is administrated by three (3) Directors.

2. The following are appointed as Directors:

- Mr Jozef Onderka, CEO BigBoard GROUP PRAGUE, born in Kosice, Slovakia, on May 8, 1966, residing at Prusikova 2436, 150 00 Praha 5, Czech Republic;

- Mr Askold Shestunov, CEO BigBoard KIEV, born in Lev Tolstoy, Russia, on February 15, 1963, residing at Simonenko 8, flat 50, Vyshgorod, 07300 Kiyv oblast, Ukraine;

- Mr Richard Fuxa, Chairman, BigBoard PRAGUE, born in Usti nad Labem, CZ on May 6, 1966, residing at Na Moráni 13, 120 00 Praha 2, Czech Republic.

3. The company CERTIFICA LUXEMBOURG, S.à r.l., with registered office at 54, avenue Pasteur, L-2310, Luxembourg is appointed as statutory auditor.

5. The terms of office of the Directors and statutory auditor will expire after the annual meeting of shareholders to be held for the approval of the annual accounts 2011.

6. The registered office of the Corporation is established at 560A, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the persons appearing, the present deed is worded in English followed by a French version; in case of discrepancies between the English and the French text, only the English version will be binding amongst parties.

Whereof the present notarized deed was drawn up in Luxembourg.

The document having been read to the proxyholder of the persons appearing, the same signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille six, le vingt et un juin.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1. M. Jozef Onderka, CEO BigBoard GROUP PRAGUE, né à Kosice, Slovaquie, le 8 mai 1966, ayant son adresse à Prusikova 2436, 150 00 Praha 5, République Tchèque;

2. M. Gabriel Fülöpp, CEO, né à Komarno, Slovaquie, le 11 septembre 1971, ayant son adresse à Broncova 1057, 252 30 Revnice, République Tchèque;

3. M. Richard Fuxa, Chairman, BigBoard PRAGUE, né à Usti nad Labem, République Tchèque, le 6 mai 1966, ayant son adresse à Na Morani 13, 120 00 Praha 2, République Tchèque;

4. M. Askold Shestunov, CEO BigBoard KIEV, né à Lev Tolstoy, Russie, le 15 février 1963, ayant son adresse à Simonenko 8, flat 50, Vyshgorod, 07300 Kiyv oblast, Ukraine;

5. M. Tomas Polinsky, CFO BigBoard GROUP PRAGUE, né à Kolin, République Tchèque, le 22 février 1974, ayant son adresse à Humenecka 9, 182 00 Praha 8, République Tchèque;

6. M. Ruslan Zheludik, COO BigBoard MOSCOW, né à Kiev, Ukraine, le 15 mars 1972, ayant son adresse à I. Mazepi 12, flat 151, Vyshgorod, 07300 Kiyv oblast, Ukraine;

7. M. Anton Shestunov, CEO POSTER GROUP KIEV, né à Kiev, Ukraine, le 10 avril 1968, ayant son adresse à Kotelnikova 13, flat 43, 03113 Kiev, Ukraine;

8. M. Marek Pekarek, CEO BigBoard PRAGUE, né à Plzen, République Tchèque, le 30 juillet 1969, ayant son adresse à Ke Hvezdarne 485, 391 02 Sezimovo Usti, République Tchèque;

9. M. Alexander Didenko, COO BigBoard KIEV, né à Kiev, Ukraine, le 28 décembre 1963, ayant son adresse à Klovskiy Uzviv 10, flat 11, 01021 Kiev, Ukraine;

10. M. Yuri Babich, CEO of BigBoard MINSK, né à Vyshgorod, Ukraine, le 25 juillet 1974, ayant son adresse à I. Mazepi 13/9, flat 77, Vyshgorod, 07300 Kiyv oblast, Ukraine; et

11. M. George Kisugite, Technical Director BigBoard PRAGUE, né à Prague, République Tchèque, le 19 juin 1968, ayant son adresse à Prazska 320, 250 81 Nehvizdy, République Tchèque, représentés par Monsieur Régis Galiotto, juriste, demeurant à Luxembourg, en vertu de onze (11) procurations établies sous seing privé le 20 juin 2006.

Lesquelles procurations, après avoir été signées ne varietur par le mandataire des comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées aux présentes pour être soumises avec elles aux formalités de l'enregistrement.

Lesquels comparants, représentés comme indiqué ci-dessus, ont requis le notaire instrumentaire de dresser acte constitutif d'une société anonyme que les comparants déclarent constituer entre eux et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Chapitre I^{er}. Forme, Nom, Siège social, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Forme

Il est formé entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions émises ci-après une société anonyme qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après «la Société»), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après «la Loi»), ainsi que par les présents statuts de la Société (ci-après «les Statuts»).

Art. 2. Objet

La Société a pour objet la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans d'autres sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée, y compris des sociétés de personnes. Elle pourra participer dans la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute société ou entreprise. Elle pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle peut procéder, par voie de placement privé, à l'émission de parts et d'obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts, convertibles ou non, et/ou de créances. La Société pourra prêter des fonds, y compris ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations, à ses filiales, sociétés affiliées et à toute autre société. Elle peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société. La Société pourra en outre gager, nantir, céder, grever de charges toute ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs.

La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les créanciers, fluctuations monétaires, fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles ainsi que tous transferts de propriété mobiliers ou immobiliers, qui directement ou indirectement favorisent la réalisation de son objet social ou s'y rapportent de manière directe ou indirecte.

Art. 3. Durée

La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Dénomination

La Société a comme dénomination BigBoard GROUP S.A.

Art. 5. Siège social

Le siège de la Société est établi à Luxembourg-Ville.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires délibérant comme en matière de modification des Statuts.

L'adresse du siège social peut être déplacée à l'intérieur de la commune de Luxembourg-Ville par décision du Conseil d'Administration.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Chapitre II. Capital, Actions

Art. 6. Capital social

6.1. Le capital social est fixé à cent mille euros (EUR 100.000,-) représenté par cinquante mille (50.000) actions d'une valeur nominale de deux euros (EUR 2,-) chacune, libérées intégralement.

Les actions peuvent être nominatives ou au porteur, au gré de l'actionnaire.

6.2. En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi auquel toutes les primes payées sur une part sociale en plus de la valeur nominale seront transférées. L'avoir de ce compte de primes peut être utilisé pour effectuer le remboursement en cas de rachat des actions des actionnaires par la Société, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux actionnaires, ou pour être affecté à la réserve légale.

Art. 7. Augmentation et réduction du capital social

Le capital émis de la Société peut être modifié à tout moment par une décision des actionnaires prise à l'unanimité.

Art. 8. Transfert et rachat d'actions

Les actions ne peuvent être transférées qu'avec le consentement unanime des actionnaires et uniquement aux actionnaires actuels. En cas d'absence de consentement unanime, la Société devra procéder au rachat de ses propres actions, sous les conditions prévues par la loi.

Chapitre III. Administration

Art. 9. Conseil d'Administration

La Société est administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non. Le Conseil d'Administration peut être composé de deux catégories d'administrateurs, nommés respectivement «Administrateurs de Catégorie A» et «Administrateurs de Catégorie B».

Les administrateurs sont nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans, par l'assemblée générale des actionnaires, et sont toujours révocables par elle.

Le nombre des administrateurs et leur rémunération et la durée de leur mandat sont fixés par l'assemblée générale de la Société.

Art. 10. Réunions du Conseil d'Administration

10.1. Le Conseil d'Administration peut choisir parmi ses membres un président.

10.2. Le Conseil d'Administration se réunit sur la convocation du président s'il y en a un ou sur convocation de deux Administrateurs, aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige.

10.3. Avis écrit de toute réunion du Conseil d'Administration de la Société sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature (les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation. La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les administrateurs de la Société sont présents ou représentés lors du Conseil d'Administration de la Société et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation écrite avec l'accord de chaque administrateur de la Société donné par écrit soit en original, soit par téléfax, câble, télégramme ou télex. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration de la Société se tenant à une heure et à un endroit prévus dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil d'Administration.

10.4. Tout Administrateur pourra se faire représenter aux Conseil d'Administration de la Société en désignant par écrit soit en original, soit par téléfax, câble, télégramme ou télex un autre Administrateur comme son mandataire.

10.5. Tout administrateur peut participer à la réunion du Conseil d'Administration de la Société par conférence téléphonique ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre, se parler et délibérer dûment. Dans ce cas, le ou les membres concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion.

10.6. Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du Conseil d'Administration de la Société peut également être prise par voie circulaire. Une telle résolution doit consister en un seul ou plusieurs documents contenant les résolutions signées par tous les membres du Conseil d'Administration de la Société. La date d'une telle décision sera la date de la dernière signature.

Art. 11. Décisions du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration peut délibérer valablement si un quorum d'Administrateurs est présent ou représenté à ce conseil. Ce quorum est réputé présent ou représenté si la majorité des Administrateurs de la Société est présente ou représentée, un Administrateur de chaque catégorie devant au moins être présent ou représenté dans le cas où deux catégories d'Administrateurs ont été créées. Les décisions prises par le Conseil d'Administration nécessitent le vote de la majorité des Administrateurs présents ou représentés, parmi lequel le vote affirmatif d'au moins un Administrateur de chaque catégorie, dans le cas où deux catégories d'Administrateurs ont été créées.

En cas de ballottage lors d'une réunion, le président de la réunion aura voix prépondérante.

Art. 12. Pouvoirs du Conseil d'Administration de la Société

Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la Loi ou les Statuts à l'assemblée générale.

Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la Société par le Conseil d'Administration, poursuites et diligences de son président ou d'un administrateur-délégué à ces fins.

Art. 13. Signatures autorisées

La Société est engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux Administrateurs, ou par la seule signature d'un Administrateur-Délégué, sans préjudice des décisions à prendre quant à la signature sociale en cas de délégation de pouvoirs et mandats conférés par le Conseil d'Administration en vertu de l'article 14 des Statuts.

Si la Société est administrée par deux catégories d'Administrateurs, la Société sera obligatoirement liée par la signature conjointe d'un Administrateur de catégorie A et d'un Administrateur de catégorie B.

Art. 14. Gestion journalière

Le Conseil d'Administration peut déléguer la gestion journalière de la Société à un ou plusieurs Administrateurs qui prendront la dénomination d'Administrateurs-Délégués.

Il peut aussi confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs Administrateurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoirs, choisis dans ou hors son sein, actionnaires ou non.

Art. 15. Responsabilité, indemnisation

Les Administrateurs ne contractent à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

La Société devra indemniser tout Administrateur ou mandataire et ses héritiers, exécutant et administrant, contre tous dommages ou compensations devant être payés par lui/elle ainsi que les dépenses ou les coûts raisonnablement engagés par lui/elle, en conséquence ou en relation avec toute action, procès ou procédures à propos desquelles il/elle

pourrait être partie en raison de son/sa qualité ou ancienne qualité d'Administrateur ou mandataire de la Société, ou, à la requête de la Société, de toute autre société où la Société est un actionnaire ou un créancier et par quoi il/elle n'a pas droit à être indemnisé(e), sauf si cela concerne des questions à propos desquelles il/elle sera finalement déclaré(e) impliqué(e) dans telle action, procès ou procédures en responsabilité pour négligence grave, fraude ou mauvaise conduite préméditée. Dans l'hypothèse d'une transaction, l'indemnisation sera octroyée seulement pour les points couverts par l'accord et pour lesquels la Société a été avertie par son avocat que la personne à indemniser n'a pas commis une violation de ses obligations telle que décrite ci-dessus. Les droits d'indemnisation ne devront pas exclure d'autres droits auxquels tel Administrateur ou mandataire pourrait prétendre.

Art. 16. Conflit d'intérêt

Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou firmes ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs Administrateurs ou fondés de pouvoirs de la Société y auront un intérêt personnel, ou en seront administrateur, actionnaire, fondé de pouvoirs ou employé. Sauf dispositions contraires ci-dessous, un Administrateur ou fondé de pouvoirs de la Société qui remplira en même temps des fonctions d'Administrateur, actionnaire, fondé de pouvoirs ou employé d'une autre société ou firme avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne sera pas, pour le motif de cette appartenance à cette société ou firme, automatiquement empêché de donner son avis et de voter ou d'agir quant à toutes opérations relatives à un tel contrat ou autre affaire.

Nonobstant ce qui précède, au cas où un Administrateur ou fondé de pouvoirs aurait un intérêt personnel dans une opération de la Société, il en avisera le Conseil d'Administration et il ne pourra prendre part aux délibérations ou émettre un vote au sujet de cette opération. Cette opération ainsi que l'intérêt personnel de l'Administrateur ou du fondé de pouvoirs seront portés à la connaissance de l'actionnaire unique ou des actionnaires au prochain vote par écrit ou à la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Chapitre IV. Actionnaires

Art. 17. Pouvoirs de l'assemblée générale des actionnaires

Toute assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

Art. 18. Assemblée générale annuelle des actionnaires

L'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société se tiendra conformément à la loi luxembourgeoise à Luxembourg au siège social de la Société, ou à tout autre endroit de la commune du siège indiqué dans les convocations, le 2^e lundi du mois de mai de chaque année à 14h00. Si ce jour est férié pour les établissements bancaires à Luxembourg, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

L'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société pourra se tenir à l'étranger si le Conseil d'Administration de la Société constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Art. 19. Autres assemblées générales des actionnaires

Les autres assemblées générales des actionnaires de la Société pourront se tenir au lieu et heure spécifiés dans les avis de convocation.

Art. 20. Procédure, vote

20.1. Chaque action donne droit à une voix.

20.2. Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi ou par les Statuts, les décisions de l'assemblée générale des actionnaires de la Société dûment convoqués sont prises à la majorité simple des actionnaires présents ou représentés et votants.

20.3. Une assemblée générale extraordinaire des actionnaires convoquée aux fins de modifier les Statuts dans toutes ses dispositions ne pourra valablement délibérer que si la moitié au moins du capital est représentée et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées.

Si la première de ces conditions n'est pas remplie, une nouvelle assemblée des actionnaires peut être convoquée, dans les formes statutaires, par des annonces insérées deux fois, à quinze jours d'intervalle au moins et quinze jours avant l'assemblée dans le Mémorial et dans deux journaux de Luxembourg. Cette convocation reproduit l'ordre du jour, en indiquant la date et le résultat de la précédente assemblée. La seconde assemblée des actionnaires délibère valablement quelle que soit la portion du capital représentée. Dans les deux assemblées des actionnaires, les résolutions pour être valables devront réunir les deux tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés.

20.4. Néanmoins, le changement de nationalité de la Société et l'augmentation des engagements des actionnaires ne peuvent être décidés qu'avec l'accord unanime des actionnaires et des obligataires, s'il y en a.

20.5. Chaque actionnaire peut prendre part aux assemblées générales des actionnaires de la Société en désignant par écrit, soit en original, soit par téléfax, par câble, par télégramme ou par télex une autre personne comme mandataire.

20.6. Tout actionnaire peut participer aux assemblées générales des actionnaires de la Société par conférence téléphonique ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre, se parler et délibérer dûment. Dans ce cas, le ou actionnaires concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion.

20.7. Si tous les actionnaires sont présents ou représentés à l'assemblée générale des actionnaires de la Société, et déclarent avoir été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée générale des actionnaires de la Société, celle-ci pourra être tenue sans convocation préalable.

Chapitre V. Surveillance

Art. 21. Surveillance

Les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes. Le commissaire aux comptes sera élu pour une période n'excédant pas six ans et il sera rééligible.

Le commissaire aux comptes sera nommé par l'assemblée générale des actionnaires de la Société qui détermine leur nombre, leur rémunération et la durée de leurs fonctions. Le commissaire en fonction peut être révoqué à tout moment, avec ou sans motif, par l'assemblée générale des actionnaires de la Société.

Chapitre VI. Année Sociale, Répartition des bénéfices

Art. 22. Exercice social

L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 23. Répartition des bénéfices

L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la Société.

Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour-cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé.

Le Conseil d'Administration peut décider d'attribuer des dividendes intérimaires en conformité avec les dispositions légales.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Chapitre VII. Dissolution, Liquidation

Art. 24. Dissolution, liquidation

La Société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale.

Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Chapitre VIII. Loi applicable

Art. 25. Loi applicable

Pour tous les points non spécifiés dans les présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et de ses lois modificatives.

Dispositions transitoires

1. Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2006.
2. La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2007.

Souscription

Les statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, les comparants déclarent souscrire le capital comme suit:

1. M. Jozef Onderka	11.650 actions
2. M. Gabriel Fülöpp	11.650 actions
3. M. Richard Fuxa	11.650 actions
4. M. Askold Shestunov	11.650 actions
5. M. Tomas Polisenky	800 actions
6. M. Ruslan Zheludik	800 actions
7. M. Anton Shestunov	800 actions
8. M. Marek Pekarek	350 actions
9. M. Alexander Didenko	250 actions
10. M. Yuri Babich	250 actions
11. M. George Kisugite	150 actions
Total	50.000 actions

Toutes les actions ont été libérées intégralement par paiement en espèces, de sorte que la somme de cent mille euros (EUR 100.000,-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, à environ trois mille euros (EUR 3.000,-).

Assemblée générale extraordinaire

Les comparants préqualifiés, représentant la totalité du capital souscrit et se considérant comme dûment convoqués, se sont ensuite constitués en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté que la présente assemblée est régulièrement constituée, ils ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

1. La Société est administrée par trois (3) Administrateurs.
 2. Sont nommés administrateurs:
 - M. Jozef Onderka, CEO BigBoard GROUP PRAGUE, né à Kosice, Slovaquie, le 8 mai 1966, ayant son adresse à Prusikova 2436, 150 00 Praha 5, République Tchèque;
 - M. Askold Shestunov, CEO BigBoard KIEV, né à Lev Tolstoy, Russie, le 15 février 1963, ayant son adresse à Simonenko 8, flat 50, Vyshgorod, 07300 Kiyv oblast, Ukraine; et
 - M. Richard Fuxa, Chairman, BigBoard PRAGUE, né à Usti nad Labem, République Tchèque, le 6 mai 1966, ayant son adresse à Na Morani 13, 120 00 Praha 2, République Tchèque.
 4. La société CERTIFICA LUXEMBOURG, S.à r.l., ayant son siège au 54, avenue Pasteur, L-2310, Luxembourg est appelée aux fonctions de commissaire aux comptes.
 5. Le mandat des administrateurs et commissaire ainsi nommés prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statutaire approuvant les comptes annuels de l'année 2011.
 6. Le siège social de la Société est établi au 560A, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg.
 Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des personnes comparantes les présents statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française; à la requête des mêmes personnes et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise seule fera foi.
 Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.
 Et après lecture, le mandataire comparant prémentionné a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.
 Signé: R. Galiotto, J. Elvinger.
 Enregistré à Luxembourg, le 28 juin 2006, vol. 154S, fol. 13, case 11. – Reçu 1.000 euros.
 Le Receveur (signé): J. Muller.
 Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
 Luxembourg, le 3 juillet 2006. J. Elvinger.
 (065193.3/211/582) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2006.

REVENING HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 12, rue Sainte Zithe.
 R. C. Luxembourg B 70.462.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue à Luxembourg, le 23 mai 2006

L'assemblée générale renouvelle les mandats des administrateurs jusqu'à l'Assemblée générale qui se tiendra en l'an 2012.

L'Assemblée générale remplace au poste de commissaire aux comptes la LUX-FIDUCIAIRE CONSULTING, S.à r.l., ayant son siège social à L-2763 Luxembourg, 12, rue Sainte Zithe par la LUX-FIDUCIAIRE, S.à r.l., ayant son siège social à L-2763 Luxembourg, 12, rue Sainte Zithe.

Conseil d'administration:

- Monsieur André Meder, conseil fiscal, demeurant à L-1670 Senningerberg, 5A, Um Charly;
- Madame Rita Harnack, conseil fiscal, demeurant à L-1272 Luxembourg, 68, rue de Bourgogne;
- Madame Monique Maller, conseil fiscal, demeurant à L-6795 Grevenmacher, 26, rue de Wecker.

Commissaire aux comptes:

- LUX-FIDUCIAIRE, S.à r.l., L-2763 Luxembourg 12, rue Sainte Zithe.

Signatures.

Enregistré à Luxembourg, le 21 juin 2006, réf. LSO-BR06314. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(065297.3/680/21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2006.

DEGEWO, Holdingaktiengesellschaft.

Gesellschaftssitz: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.
 H. R. Luxemburg B 13.261.

Laut Beschluss des Verwaltungsrates vom 31. Mai 2006 wurde Herr Guy Baumann, 180, rue des Aubépines, L-1145 Luxembourg, als neues vorläufiges Verwaltungsratsmitglied anstelle des zurücktretenden Verwaltungsratsmitgliedes Herrn Christoph Kossmann ernannt.

Luxemburg, den 21. Juni 2006.

Für DEGEWO, Société Anonyme Holding

EXPERTA LUXEMBOURG, Société Anonyme

L. Heck / S. Wallers

Enregistré à Luxembourg, le 27 juin 2006, réf. LSO-BR07846. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(064199.3/1017/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juillet 2006.

78935

CERAMINVEST S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 16, allée Marconi.
R. C. Luxembourg B 17.177.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 16 juin 2006, réf. LSO-BR04901, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 juillet 2006.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Signature

(065037.3/504/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2006.

MANUFLEX S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 16, allée Marconi.
R. C. Luxembourg B 66.128.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 28 juin 2006, réf. LSO-BR08714, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 juillet 2006.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Signature

(065042.3/504/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2006.

ASSA & GEORGES, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 30, Grand-rue.
R. C. Luxembourg B 107.572.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 3 juillet 2006, réf. LSO-BS00217, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 juin 2006.

Signature.

(065050.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2006.

PLENA HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 24.590.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires du 19 mai 2006 que:

- Monsieur Lars Sjöborg, demeurant à CH-Appenzell, président et administrateur-délégué;
- Madame Sara Sjöborg-Wik, demeurant à S-Örebro, administrateur;
- Monsieur Joakim Sjöborg, demeurant à S-Örebro, administrateur;
- Monsieur Mattias Sjöborg, demeurant à GB-Londres, administrateur;
- Monsieur Jon Sjöborg, demeurant à GB-Londres, administrateur;
- Monsieur Marc Lamesch, demeurant à L-Schuttrange, administrateur;
- Monsieur Karl Faessler, demeurant à CH-Appenzell, administrateur;

sont renommés administrateurs, leurs mandats prenant fin ensemble avec celui du Commissaire aux Comptes, à savoir:

- BDO COMPAGNIE FIDUCIAIRE S.A., ayant son siège social à L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire, lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2006.

Luxembourg, le 22 juin 2006.

Pour extrait conforme

Pour la société

BDO COMPAGNIE FIDUCIAIRE

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 29 juin 2006, réf. LSO-BR09218. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(065166.3/534/26) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2006.

**IPFR, S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. BAHMO S.A.).**

Siège social: L-1611 Luxembourg, 41, avenue de la Gare.
R. C. Luxembourg B 105.158.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 4 juillet 2006, réf. LSO-BS00671, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 juillet 2006.

Signature.

(065051.3/280/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2006.

**PEIF 2, S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. INDUSTRIAL SEUCURITIES ONNAING, S.à r.l.).**

Siège social: L-1611 Luxembourg, 41, avenue de la Gare.
R. C. Luxembourg B 106.892.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 4 juillet 2006, réf. LSO-BS00677, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 juillet 2006.

Signature.

(065059.3/280/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2006.

INDUSTRIAL SECURITIES PARC DE MEDICI, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,-.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 41, avenue de la Gare.
R. C. Luxembourg B 103.764.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 4 juillet 2006, réf. LSO-BS00683, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 juillet 2006.

Signature.

(065063.3/280/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2006.

TOP SQUASH FITNESS & LEISURE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5218 Sandweiler, 25, rue de la Gare.
R. C. Luxembourg B 25.273.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire de la société qui s'est tenue en date du 13 juin 2006 au siège social de la société

Suivant la termination du mandat du commissaire aux comptes l'assemblée nomme, comme commissaire aux comptes ALEXANDER J. DAVIES, S.à r.l., pour une période de 2 ans, avec adresse, 2, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg.

Pour extrait conforme

Signature

Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 28 juin 2006, réf. LSO-BR08758. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(065275.3//16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2006.

TOP SQUASH FITNESS & LEISURE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5218 Sandweiler, 25, rue de la Gare.
R. C. Luxembourg B 25.273.

Le bilan abrégé au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 28 juin 2006, réf. LSO-BR08767, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 juillet 2006.

Signature.

(065280.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2006.

MAGNATOR S.A., Société Anonyme.

Registered office: L-1611 Luxembourg, 41, avenue de la Gare.
R. C. Luxembourg B 67.534.

In the year two thousand six, on June fifteenth.

Before us, Maître Martine Schaeffer, notary residing at Remich (Grand Duchy of Luxembourg).

Was held an extraordinary general meeting of the shareholders of MAGNATOR S.A., a société anonyme having its registered office in Luxembourg, incorporated under the name CAPRIO S.A. by a deed of notary Alphonse Lentz, before residing in Remich, dated December 14th, 1998, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 128 of March 1st, 1999. The articles of incorporation were modified the last time by general assembly with private signatures dated December 21st, 2001, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 695 of May 6th, 2002.

The meeting is presided by Mr Lennart Stenke, with professional address in Luxembourg, who appoints as secretary Mr Francis Welscher, with professional address in Luxembourg.

The meeting elects as scrutineer Mr Nico Kruchten, with professional address in Luxembourg.

The office of the meeting having thus been constituted, the chairman declares and requests the notary to state:

I. That the shareholders present or represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list signed by the shareholders or their proxies, by the office of the meeting and the notary. The said list as well as the proxies will be registered with this deed.

II. That it appears from the attendance list, that all of the shares are represented. The meeting is therefore regularly constituted and can validly deliberate and decide on the aforesaid agenda of the meeting, of which the shareholders have been informed before the meeting.

III. That the agenda of the meeting is the following:

Agenda:

1. Change of date of the Annual General Meeting to be decided in the forthcoming Extraordinary General Meeting to be held in front of a notary;
2. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the meeting, the meeting unanimously took the following resolutions:

Sole resolution

The general meeting decides to change the date of the annual general meeting of shareholders and as a result of this resolution, the Article 6, paragraph 1 of the Articles of Incorporation is amended, so that it will read in its German version, from now as follows:

«**Art. 6. Absatz 1.** Die jährliche Hauptversammlung findet statt am Geschäftssitz oder an einem anderen, in der Uebersetzung angegebenen Ort, am dritten Mittwoch des Monats Juni um 16.00 Uhr und zum ersten Mal im Jahre 2007.»

Nothing else being on the agenda, the chairman closes the meeting.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith, that on the request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Signed in Luxembourg, on the day mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary by their surnames, names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction en langue française:

L'an deux mille six, le quinze juin.

Par-devant Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Remich (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme MAGNATOR S.A., avec siège social à Luxembourg, constituée initialement sous la dénomination CAPRIO S.A., suivant acte reçu par le notaire Alphonse Lentz, alors de résidence à Remich en date du 14 décembre 1998, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 128 du 1^{er} mars 1999. Les articles des statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant assemblée générale extraordinaire tenue sous seing privée en date du 21 décembre 2001, publiée au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 695 du 6 mai 2002.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Lennart Stenke, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Francis Welscher, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Nico Kruchten, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, Monsieur le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter:

I. Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, sont indiqués sur une liste de présence signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentaire. Ladite liste de présence, ainsi que les procurations des actionnaires représentés resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II. Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissent dûment convoqués et déclarant par ailleurs, avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

III. Que la présente Assemblée Générale Extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1. Changement de la date de l'assemblée générale annuelle des actionnaires par-devant notaire;
2. Divers.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière, après délibération, ont pris les résolutions suivantes:

Résolution unique

L'assemblée décide de changer la date de l'assemblée générale annuelle des actionnaires et, à la suite de cette résolution, de modifier l'article 6, premier paragraphe des statuts pour lui conférer désormais la teneur suivante dans sa version allemande:

«**Art. 6. Absatz 1.** Die jährliche Hauptversammlung findet statt am Geschäftssitz oder an einem anderen, in der Einberufung angegebenen Ort, am dritten Mittwoch des Monats Juni um 16.00 Uhr und zum ersten Mal im Jahre 2007.»
Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire instrumentaire, qui comprend et parle la langue anglaise, déclare que sur la demande des comparants le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Il est spécifié qu'en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, lesdits comparants ont signé avec Nous, Notaire, la présente minute.

Signé: L. Stenke, F. Welscher, N. Kruchten, M. Schaeffer.

Enregistré à Remich, le 16 juin 2006, vol. 470, fol. 53, case 11. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Molling.

Pour copie conforme, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Remich, le 5 juillet 2006.

M. Schaeffer.

(065216.2/5770/91) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2006.

MAGNATOR S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 41, avenue de la Gare.

R. C. Luxembourg B 67.534.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Remich, le 5 juillet 2006.

M. Schaeffer.

(065217.3/5770/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2006.

BIOGROS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 13, Parc d'Activité Syrdall.

R. C. Luxembourg B 40.346.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 21 juin 2006, réf. LSO-BR06049, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juin 2006.

Signature.

(062845.3/603/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 2006.

FINBELL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 18, avenue de la Porte-Neuve.

R. C. Luxembourg B 72.872.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 28 juin 2006, réf. LSO-BR08504, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 juillet 2006.

Signature.

(062693.3/850/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 2006.

SOTAD PARTICIPATIONS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 55, avenue de la Liberté.

R. C. Luxembourg B 66.194.

L'an deux mille cinq, le huit juin.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Se réunit une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme SOTAD PARTICIPATIONS S.A., ayant son siège social à L-1930 Luxembourg, 55, avenue de la Liberté, R.C.S. Luxembourg section B numéro 66.194, constituée suivant acte reçu le 2 septembre 1998, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 844 du 19 novembre 1998.

L'assemblée est présidée par Monsieur Calogero Bazzone, comptable, demeurant à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Mademoiselle Rachel Uhl, juriste, demeurant à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Pier Paolo Caruso, expert-comptable, demeurant à Bologne, Italie.

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et les procurations, une fois signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II.- Clôturée, cette liste de présence fait apparaître que les cinq cents dix-huit (518) actions, représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les actionnaires ont été préalablement informés.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des bilan et compte de profits et pertes de clôture au 6 juin 2005.
2. Démission des administrateurs actuellement en fonction et décharge leur accordée pour l'exécution de leur mandat jusqu'à ce jour.
3. Démission du commissaire aux comptes actuellement en fonction et décharge lui accordée pour l'exécution de son mandat jusqu'à ce jour.
4. Transfert du siège social et de l'établissement principal du Grand-Duché de Luxembourg, L-1930 Luxembourg, 55, avenue de la Liberté à via Ugozzolo 121/A, I-43100 Parme, Italie, et adoption de la nationalité italienne.
5. Nomination d'un Administrateur Unique.
6. Nomination d'un Collège des commissaires.
7. Autorisation à conférer à l'administrateur unique d'entreprendre toute procédure nécessaire et d'exécuter et de fournir tout document nécessaire au Ministère des Finances et au Registre de Commerce et des Sociétés de Parme, ainsi qu'au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg afin d'assurer la continuation de la société en tant que société de droit italien et la cessation de la société en tant que société de droit luxembourgeois.
8. Refonte complète des statuts de la société pour les adapter à la législation italienne.
9. Soumission des décisions proposées à la condition résolutoire du refus du transfert du siège social de la société par le Ministère des Finances italien ou toute autre instance compétente.
10. Divers.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, les actionnaires décident ce qui suit à l'unanimité:

Première résolution

L'intégralité du capital social étant représentée, l'Assemblée décide de faire abstraction des convocations d'usage, les actionnaires représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Deuxième résolution

L'assemblée décide d'approuver les bilan et compte de profits et pertes de clôture au 6 juin 2005.

Troisième résolution

L'assemblée constate et décide d'accepter la démission des administrateurs actuels.

Quatrième résolution

L'assemblée constate et décide d'accepter la démission du Commissaire aux comptes actuel.

Cinquième résolution

L'assemblée décide de donner entière décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes démissionnaires.

Sixième résolution

L'Assemblée décide, à l'unanimité, de changer la nationalité de la Société en adoptant la nationalité italienne et de transférer le siège social et l'établissement principal de la Société du Grand-Duché de Luxembourg, L-1930 Luxembourg, 55, avenue de la Liberté à via Ugozzolo 121/A, I-43100 Parme, Italie.

Elle constate également que le transfert du siège social en Italie et le changement de nationalité de la Société n'aura en aucun cas pour effet, ni sur le plan fiscal ni sur le plan légal, la constitution d'une nouvelle société et l'Assemblée constate que cette résolution est prise en conformité avec l'article 199 de la loi du 10 août 1915, sur les sociétés commerciales, telle qu'elle a été modifiée, ainsi qu'avec la Directive du Conseil de la CEE du 17 juillet 1969 no. 335 et les dispositions des articles 4 et 50 du DPR du 26 avril 1986, numéro 131 et toutes dispositions concernées.

Septième résolution

L'assemblée, en conformité avec l'article 2397 du Code Civil italien, décide de procéder à la nomination d'un Collège des commissaires composé comme suit:

1. Monsieur Riccardo Ranalli, né à Turin, Italie, le 17 octobre 1955, demeurant à Turin, strada della Viola 49. Président du Collège des Commissaires,
 2. Monsieur Alberto Guiotto, né à Pordenone, Italie, le 4 février 1967, demeurant à Parme, borgo Felino n. 3,
 3. Madame Cecilia Piazza, née à Varese, Italie, le 11 octobre 1967, demeurant à Leggiuno, via D. Alighieri n. 50,
 4. Monsieur Mauro Ranalli, né à Milan, Italie, le 7 décembre 1957, demeurant à Turin, corso Re Umberto n. 37. Commissaire suppléant,
 5. Monsieur David John Ferrari, né à Cardiff, Grande-Bretagne, le 16 novembre 1966, demeurant à Parme, strada XXII Luglio n. 40. Commissaire suppléant,
- qui seront en fonction jusqu'à la date d'approbation des comptes clôturés au 31 décembre 2007.

Huitième résolution

L'assemblée nomme en tant qu'Administrateur unique:

Monsieur Giuseppe La Commare, né à Trapani, Italie, le 27 décembre 1962, demeurant à Pise, Via Cardinale P. Maffi n. 24.

L'Assemblée constate que tous les Commissaires aux Comptes sont inscrits au Registre des Vérificateurs Comptables sur la base de DM 12 avril 1995 et précise que leurs rémunérations sont établies sur la base des tarifs minimums prévus par la loi italienne.

Neuvième résolution

L'assemblée décide de conférer à l'administrateur unique, Monsieur Giuseppe La Commare, prénommé, l'autorisation d'entreprendre toute procédure nécessaire et d'exécuter et de fournir tout document nécessaire au Ministère des Finances et au Registre de Commerce et des Sociétés de Parme, ainsi qu'au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg et généralement toute administration qui pourrait être concernée, afin d'assurer d'une la continuation de la société en tant que société de droit italien et d'autre part la cessation de la société en tant que société de droit luxembourgeois.

Tous pouvoirs sont en outre conférés au porteur d'une expédition des présentes à l'effet de radier l'inscription de la société au Luxembourg sur base de la preuve de l'inscription de la société en Italie.

Tous documents relatifs à la société au Grand-Duché de Luxembourg pourront, pendant une période de cinq ans, être obtenus à son ancien siège social à Luxembourg.

Dixième résolution

L'assemblée décide de procéder à une refonte complète des statuts de la société pour les mettre en concordance avec la législation italienne et de les arrêter comme ci-après:

Norme relative al funzionamento della società

STATUTO

Art. 1. Denominazione

E' costituita una società a responsabilità limitata sotto la denominazione «Sotad Partecipazioni Società a responsabilità limitata», in breve SOTAD PARTECIPAZIONI, S.r.l.

Art. 2. Sede

La Società ha sede nel Comune di Parma.

Il domicilio dei soci, degli Amministratori, dei Sindaci e del Revisore, se nominati, relativamente a tutti i rapporti con la Società, è a tutti gli effetti quello risultante dai libri sociali, i quali potranno anche recare il numero di telefax e l'indirizzo di posta elettronica; è onere del socio comunicare tempestivamente il cambiamento del proprio domicilio, del proprio numero di telefax e del proprio indirizzo di posta elettronica.

In mancanza dell'indicazione del domicilio nei libri sociali si fa riferimento alla residenza anagrafica.

Art. 3. Oggetto

La società ha per oggetto le seguenti attività:

l'assunzione sia diretta che indiretta di interessenze e partecipazioni in altre Società od Enti, italiani ed esteri;
la compravendita, la permuta, il possesso, la gestione e l'amministrazione di beni immobiliari, di proprietà e non, nonché la consulenza su progetti immobiliari di fattibilità;

la compravendita, a scopo esclusivo di investimento di liquidità, il possesso di titoli pubblici o privati, italiani ed esteri;
la consulenza alle imprese.

La società potrà altresì:

(i) compiere tutte le operazioni mobiliari, immobiliari, commerciali, industriali, finanziarie, di credito, locazione e ipoteca ritenute dall'organo amministrativo o dai soci necessarie ed utili per l'esercizio delle attività che costituiscono l'oggetto sociale;

(ii) assumere prestiti e mutui anche ipotecari per il finanziamento delle attività sociali;

(iii) assumere direttamente e indirettamente, sia in Italia che all'estero, quote e interessenze, partecipazioni - anche azionarie - in affari industriali e commerciali, in altre società, consorzi, imprese, joint ventures, raggruppamenti di interesse economico, associazioni costituende o costituite, non nei confronti del pubblico;

(iv) prestare avalli, concedere fidejussioni ed ogni altra garanzia, anche reale a favore di terzi.

Il tutto nel rispetto delle norme vigenti in tema di attività riservate.

Art. 4. Durata

La durata della Società è fissata sino al 31 (trentuno) dicembre 2050.

Art. 5. Capitale sociale

Il capitale sociale è di EUR 518.000,- (cinquecentodiciottomila e zero centesimi) e potrà essere aumentato mediante conferimenti in denaro, di crediti o di beni in natura, osservate le disposizioni di legge al riguardo.

I diritti sociali spettano ai soci in misura proporzionale alla partecipazione da ciascuno posseduta.

Art. 6. Trasferimento delle quote

Le quote sono liberamente trasferibili, salvo il diritto di prelazione spettante agli altri Soci.

Qualora uno o più Soci (il «Socio Alienante»), intendano trasferire, per atto tra vivi (intendendosi per «trasferimento» qualsiasi operazione, anche di carattere gratuito, idonea a dare luogo al mutamento della titolarità del diritto di proprietà, nonché alla costituzione di diritti reali di godimento), l'intera propria quota o parte di essa, nonché i relativi diritti d'opzione in sede di aumento di capitale, ovvero i diritti di prelazione di quote inopiate, spetta agli altri soci il diritto di prelazione, in proporzione alla quota di capitale già di propria titolarità.

Il Socio Alienante (d'ora innanzi anche «Proponente») che intende effettuare il trasferimento (d'ora innanzi la «Proposta») mediante atto a titolo oneroso e con corrispettivo fungibile, deve prima farne offerta (l'«Offerta»), alle stesse condizioni, agli altri soci tramite l'Organo Amministrativo, al quale deve comunicare l'entità di quanto è oggetto di trasferimento, il prezzo richiesto, le condizioni di pagamento ed i dati identificativi del potenziale acquirente.

Entro il termine di 15 (quindici) giorni dalla data di ricevimento della predetta comunicazione, l'Organo Amministrativo deve dare notizia della proposta di alienazione a tutti i soci iscritti nel Libro Soci alla predetta data, assegnando agli stessi un termine di 20 (venti) giorni, dal ricevimento della comunicazione, per l'esercizio del diritto di prelazione.

Entro questo ultimo termine, i soci, a pena di decadenza, devono comunicare al Proponente e all'Organo Amministrativo la propria volontà di esercitare il diritto di prelazione.

Nel caso di proposta di trasferimento congiunto da parte di più soci, il diritto di prelazione non deve necessariamente avere ad oggetto il complesso della proposta congiunta ma può riguardare solo le quote o i diritti di ciascuno degli alienanti.

I soci possono manifestare la volontà di acquistare l'intera frazione della quota che loro spetta in prelazione o dichiararsi disponibili ad acquistare la frazione non acquistata in prelazione dagli altri aventi diritto. Lo stesso criterio della ripartizione della quota offerta in vendita tra tutti i Soci vale per la ripartizione, tra coloro che ne facciano richiesta, delle frazioni di quota sulle quali i Soci non hanno esercitato il diritto di prelazione, salvo diverso accordo fra gli accettanti.

In ogni caso, l'Offerta deve essere complessivamente accettata per l'intera quota offerta in vendita e non solo per una parte di essa.

Qualora il prezzo proposto dal Proponente sia ritenuto eccessivo, il Proponente e i soci che intendono esercitare la prelazione (i «Soci Richiedenti»), possono nominare un terzo (di seguito «Arbitro») ai sensi dell'art. 1349 c.c., dando di ciò notizia all'Organo Amministrativo entro il termine di 15 (quindici) giorni dal ricevimento della comunicazione della proposta alienazione.

L'Arbitro deve essere nominato di comune accordo tra il Proponente ed i Soci Richiedenti entro 20 (venti) giorni dal ricevimento da parte dell'Organo Amministrativo della comunicazione dei richiedenti avente ad oggetto la volontà di deferire ad un Arbitro la determinazione del corrispettivo.

In caso di disaccordo tra il Proponente e/o i Soci Richiedenti sulla nomina del terzo, la determinazione del prezzo sarà deferita al Presidente del Tribunale nella cui circoscrizione ha sede la Società, ai sensi dell'art. 1349 c.c.

L'Arbitro è nominato per determinare il prezzo di quanto è oggetto del proposto negozio traslativo e deve decidere con «equo apprezzamento», con riferimento esclusivo al valore patrimoniale della Società alla data in cui l'Organo Amministrativo ha ricevuto la proposta del proponente l'alienazione. La decisione dell'Arbitro circa l'ammontare del corrispettivo di quanto è oggetto del proposto negozio traslativo deve essere notificata al Proponente, ai Soci Richiedenti e all'Organo Amministrativo.

Il Proponente, ricevuta la comunicazione della decisione dell'Arbitro, può decidere di revocare la propria Proposta. Nel caso in cui intenda revocare tale Proposta, egli deve darne comunicazione a tutti soci e all'Organo Amministrativo della Società, entro il termine di 15 (quindici) giorni dal ricevimento della anzidetta comunicazione da parte dell'Arbitro, a pena di decadenza dalla facoltà di revoca.

In caso di mancata revoca della Proposta, i soci destinatari della comunicazione avente ad oggetto la determinazione del prezzo possono esercitare la prelazione dandone comunicazione al Proponente e all'Organo Amministrativo della Società, entro il termine di 30 (trenta) giorni da quello di ricevimento della comunicazione da parte dell'Arbitro, a pena di decadenza; il ricevimento di tale comunicazione da parte del Proponente costituisce il momento di perfezionamento del negozio traslativo.

Ove si tratti di trasferimento per atto tra vivi a titolo gratuito o a titolo oneroso con corrispettivo infungibile, ai soci spetta il diritto di prelazione, disciplinato con le medesime modalità descritte nel presente articolo, ove applicabili, con l'unica particolarità che il Socio o i Soci che esercitano la prelazione dovranno corrispondere all'alienante come corrispettivo una somma in valuta legale di valore nominale pari al valore effettivo della partecipazione oggetto dell'Offerta (tale valore effettivo è da determinarsi a cura dell'Arbitro di cui sopra, con riferimento al valore patrimoniale della Società alla data di ricevimento, da parte dell'Organo Amministrativo, della comunicazione avente ad oggetto la volontà di esercitare la prelazione).

Il pagamento del corrispettivo dovuto in caso di esercizio della prelazione deve avvenire nei 15 (quindici) giorni successivi a quello in cui l'alienazione si è perfezionata.

I trasferimenti in violazione del diritto di prelazione dei soci di cui al presente articolo sono privi di effetto nei confronti della Società e, pertanto, non possono essere annotati sul libro dei soci.

Il trasferimento ha effetto nei confronti della Società dal momento della sua iscrizione nel libro dei soci.

Nel caso che nessuno dei Soci eserciti il diritto di prelazione nei termini descritti, il Socio Alienante che intende procedere al trasferimento può liberamente effettuare l'atto entro i 30 (trenta) giorni successivi alla scadenza del termine come sopra concesso ai soci per l'esercizio della prelazione, dando evidenza agli stessi che il trasferimento è avvenuto alle condizioni e nei termini indicati nell'Offerta; decorsi detti trenta giorni, occorre ripetere tutta la procedura di cui sopra.

E' escluso il diritto di prelazione qualora il trasferimento avvenga:

- (i) a favore di altro socio;
- (ii) a favore di società fiduciaria, da società fiduciaria a favore del fiduciante ovvero da società fiduciaria a favore di altra società fiduciaria con medesimo fiduciante;
- (iii) a favore di società direttamente o indirettamente controllate dal Socio Alienante (per la nozione di controllo si fa riferimento all'art. 2359, n. 1) e 2) cod.civ.);
- (iv) a favore del coniuge, dei parenti entro il quarto grado e affini entro il secondo qualora la parte che vi dà luogo sia una persona fisica.

Le disposizioni di questo articolo si applicano anche al trasferimento di diritti parziali (quali la nuda proprietà e l'usufrutto) sulle quote sociali.

Art. 7. Versamenti e finanziamenti soci

I soci possono eseguire versamenti in favore della Società, anche non in proporzione delle rispettive quote di partecipazione al capitale sociale, nel rispetto delle disposizioni di legge, a fondo perduto o a titolo di finanziamento con obbligo di rimborso da parte della Società, subordinatamente al rispetto delle disposizioni vigenti anche in materia di raccolta del risparmio.

Salvo diversa determinazione, i versamenti effettuati dai soci a titolo di finanziamento a favore della Società devono considerarsi infruttiferi.

Ai sensi e con le modalità previste dall'ari. 2483 c.c, la Società può emettere titoli di debito al portatore o nominativi.

L'emissione deve essere deliberata con decisione dei soci adottata con il voto favorevole dei soci che rappresentano la metà del capitale sociale. La decisione di emissione dei titoli prevede le condizioni del prestito e le modalità del rimborso ed è iscritta a cura degli amministratori presso il Registro delle Imprese.

Art. 8. Decisioni dei soci adottate mediante consultazione scritta o sulla base del consenso espresso per iscritto

I soci decidono sugli argomenti riservati alla loro competenza dal codice civile, dalle presenti norme per il funzionamento della società nonché sugli argomenti che uno o più amministratori o tanti soci che rappresentano almeno un terzo del capitale sociale sottopongono alla loro approvazione.

In ogni caso, sono riservate alla competenza dei soci le materie elencate nel II° comma dell'art. 2479 c.c. e l'adozione dei provvedimenti di cui al quarto comma dell'art. 2482bis Codice civile.

Nei casi in cui è imposto dalla legge e comunque quando lo richiedano uno o più amministratori od un numero di soci che rappresentano almeno un terzo del capitale sociale, le decisioni dei soci devono essere adottate mediante deliberazione assembleare. In tutte le altre ipotesi le decisioni possono essere adottate mediante consultazione scritta o sulla base del consenso espresso per iscritto sempre che dai documenti sottoscritti dai soci risultino con chiarezza l'argomento oggetto della decisione ed il consenso alla stessa.

Ove si adotti il metodo della consultazione scritta, la procedura non è soggetta a particolari formalità, purché sia assicurato a ciascun socio il diritto di partecipare alla decisione, sia garantita a tutti gli aventi diritto adeguata informazione, ne sia data tempestiva comunicazione ai componenti dell'Organo Amministrativo e di Controllo (i quali dovranno essere costantemente aggiornati sull'andamento della procedura), la decisione sia adottata con le maggioranze di cui al successivo art. 11, nessun socio, amministratore o sindaco, ove nominato, si sia opposto all'adozione della decisione sulla base della consultazione scritta e purché tutti i documenti del procedimento di consultazione scritta siano tempestivamente trascritti a cura dell'Organo amministrativo nel libro delle decisioni dei soci conservati agli atti della società.

Ove si adotti il metodo della decisione mediante consenso dei soci espresso per iscritto, l'Organo Amministrativo predisporre l'ordine del giorno deliberativo, lo trasmette al Collegio Sindacale, se nominato, e a tutti i soci.

Questi ultimi potranno prestare il proprio consenso all'ordine del giorno deliberativo sottoscrivendo il relativo documento e trasmettendolo alla Società con qualunque mezzo che garantisca la prova dell'avvenuto ricevimento. L'ordine del giorno deliberativo si intende approvato dai soci che trasmettono il documento sottoscritto alla Società entro dieci 10 (dieci) giorni dalla sua ricezione, salvo che la proposta indichi un diverso termine, purché non inferiore a 5 (cinque) giorni e non superiore a 30 (trenta) giorni. Il momento in cui si considera assunta la decisione dei soci coincide con il giorno in cui perviene alla Società il consenso del socio occorrente per il raggiungimento del quorum deliberativo per l'assunzione della decisione. La mancata trasmissione del documento sottoscritto entro 10 giorni dalla ricezione è considerata voto contrario alla delibera proposta.

Se si raggiungono tanti consensi che rappresentano la maggioranza richiesta per l'approvazione della decisione di cui al successivo art. 11, la decisione così assunta deve essere tempestivamente comunicata, con qualunque mezzo che garantisca la prova dell'avvenuto ricevimento, a tutti i soci, ai componenti dell'Organo Amministrativo e, se nominato, al Collegio Sindacale, e deve essere trascritta tempestivamente a cura dell'Organo Amministrativo nel libro delle decisioni dei soci unitamente a:

- a) l'indicazione della data in cui la decisione deve intendersi adottata;
- b) l'indicazione delle generalità degli aventi diritto al voto e il capitale rappresentato da ciascuno;

- e) le osservazioni del Collegio Sindacale, se nominato;
- d) le generalità dei soci che hanno sottoscritto l'ordine del giorno deliberativo.

I documenti pervenuti alla Società e recanti l'espressione della volontà dei soci vanno conservati unitamente al libro delle decisioni dei soci.

Art. 9. Decisioni dei soci adottate con metodo assembleare

L'Assemblea, che potrà essere tenuta o presso la sede sociale od in luogo diverso purchè in Italia, in Svizzera, o nel territorio di un altro stato membro dell'Unione Europea, verrà convocata dall'Organo Amministrativo mediante avviso ai singoli soci ed ai componenti dell'organo amministrativo e di controllo, ove nominato, a mezzo posta elettronica o lettera raccomandata indirizzata rispettivamente all'indirizzo di posta elettronica o al domicilio risultante nei libri sociali almeno otto (8) giorni prima di quello fissato per l'assemblea.

L'avviso di convocazione deve recare il giorno, l'ora ed il luogo dell'adunanza e l'elenco delle materie da trattare. La convocazione dell'Assemblea potrà anche avere luogo mediante avviso comunicato con qualsiasi altro mezzo (ad esempio telefax, telegramma) che garantisca la prova dell'avvenuto ricevimento almeno 8 (otto) giorni prima dell'Assemblea. Nell'avviso di convocazione può già essere fissato il giorno per una seconda convocazione, che varrà nel caso di mancata costituzione dell'Assemblea in prima convocazione.

Tuttavia si reputa validamente costituita l'Assemblea, in mancanza della formalità suddetta, quando sia presente o rappresentato l'intero capitale sociale e quando l'organo amministrativo e di controllo, se nominato, siano presenti o ne siano preventivamente informati e nessuno si opponga alla trattazione degli argomenti. In questo caso, si richiede che gli Amministratori assenti (e, se nominati, il revisore od i Sindaci) rilascino una dichiarazione scritta, da conservarsi agli atti della Società, da cui risulti che gli stessi sono informati della riunione e che non si oppongono alla stessa.

Art. 10. Rappresentanza in Assemblea

I soci possono farsi rappresentare in Assemblea.

La rappresentanza deve essere conferita per iscritto e la relativa documentazione deve essere conservata presso la sede sociale. La delega non può essere conferita in bianco ed è sempre revocabile. E' ammessa anche una delega a valere per più assemblee.

Art. 11. Svolgimento dell'Assemblea

L'assemblea è presieduta dall'Amministratore Unico ovvero, in caso di nomina del Consiglio di Amministrazione, dal suo Presidente o, in caso di sua assenza, da chi ne fa le veci ovvero da altra persona all'uopo designata dall'Assemblea stessa.

Spetta al Presidente dell'Assemblea constatare la regolarità della costituzione, accertare l'identità e la legittimazione dei presenti, regolare il suo svolgimento e accertare i risultati delle votazioni.

L'Assemblea nomina un Segretario che può anche non essere socio.

Nei casi di legge o quando è ritenuto opportuno dal Presidente dell'Assemblea, questi designa un notaio che redige il verbale dell'assemblea; in tali casi non occorre la nomina di un Segretario.

In ogni caso le deliberazioni devono constare da verbale redatto e sottoscritto nei modi di legge.

L'Assemblea può svolgersi con interventi dislocati in più luoghi, collegati mediante mezzi di telecomunicazione propri o a cura della Società, a condizione che sia rispettata la collegialità, la buona fede e la parità di trattamento dei soci. In particolare per il legittimo svolgimento delle Assemblee tenute con mezzi di telecomunicazione occorre che:

- a) sia consentito al Presidente dell'Assemblea, anche a mezzo di propri collaboratori, di accertare l'identità e la legittimazione degli intervenuti, regolare lo svolgimento dell'adunanza, constatare e proclamare i risultati delle votazioni;
- b) sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi assembleali oggetto di verbalizzazione;

e) sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione ed alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno;

d) siano indicati nell'avviso di convocazione, ove predisposti, i luoghi collegati mediante mezzi di telecomunicazione a cura della Società, nei quali gli intervenuti potranno affluire.

Ricorrendo le condizioni di cui sopra, la riunione si ritiene svolta nel luogo in cui sono presenti il Presidente ed il soggetto verbalizzante.

Qualora non sia tecnicamente possibile il collegamento con una sede distaccata, l'Assemblea non può svolgersi e deve essere riconvocata per una data successiva. Qualora, per motivi tecnici, si interrompa il collegamento con una sede distaccata, la riunione deve essere dichiarata sospesa dal Presidente e si ritengono legittimamente adottate le deliberazioni sino a quel momento assunte.

Art. 12. Quorum costitutivi

Nei casi in cui le deliberazioni vengano assunte in forma assembleare, l'Assemblea risulta regolarmente costituita con la presenza di tanti soci che rappresentino almeno la metà del capitale sociale.

Art. 13. Quorum deliberativi

Sia quando si adotti il metodo assembleare sia quando si adotti il metodo del consenso espresso per iscritto, le decisioni si intendono approvate con il voto favorevole di una maggioranza di soci che rappresenti almeno la metà del capitale sociale.

Restano comunque salve le altre disposizioni di legge o del presente statuto che, per particolari decisioni, richiedono diverse specifiche maggioranze.

Art. 14. Organo amministrativo

La Società è amministrata su decisione dei soci:

Da un Amministratore Unico, socio o non socio, o da un Consiglio di Amministrazione composto da 2 a 5 membri, scelti anche fra persone non socie, ovvero da due o più Amministratori con poteri congiunti, disgiunti o in parte congiunti o in parte disgiunti.

Qualora vengano nominati due o più Amministratori senza alcuna indicazione relativa alle modalità di esercizio dei poteri di amministrazione, si intende costituito un Consiglio di Amministrazione. Se per qualsiasi causa viene meno la metà dei componenti del Consiglio di Amministrazione, in caso di numero pari, o la maggioranza degli stessi, in caso di numero dispari, ovvero, nel caso di Consiglio composto da due membri, nel disaccordo dei membri sull'attribuzione delle deleghe di poteri, il Consiglio si intenderà decaduto e si dovrà sottoporre al più presto alla decisione di soci la nomina del nuovo Organo Amministrativo.

All'atto della nomina viene altresì stabilita la durata in carica degli amministratori. Gli amministratori sono rieleggibili.

Agli amministratori spetta il rimborso delle spese sostenute per conto della Società nell'esercizio delle loro funzioni, nonché un eventuale compenso che sarà determinato dall'Assemblea. Può inoltre essere riconosciuto agli Amministratori un emolumento unico o periodico, fisso o variabile (anche proporzionalmente agli utili di esercizio) e può essere prevista anche una indennità di fine mandato.

Il Consiglio di Amministrazione, nel rispetto delle disposizioni di legge e del presente statuto, può delegare proprie attribuzioni ad un Amministratore Delegato determinando i limiti della delega o a un Comitato Esecutivo composto da alcuni suoi componenti o ad uno o più dei suoi componenti, determinandone i poteri e la relativa remunerazione.

Il Consiglio, allorquando non vi abbiano provveduto i soci con propria decisione all'atto della nomina degli amministratori, elegge il Presidente ed eventualmente un Vice Presidente.

Il Consiglio di Amministrazione adotta le proprie decisioni mediante adunanza collegiale ovvero mediante consultazione scritta o sulla base del consenso espresso per iscritto. Il Consiglio dovrà comunque deliberare con metodo collegiale ogniqualvolta ne faccia richiesta anche un solo amministratore.

Il Consiglio di Amministrazione deve venire convocato presso la sede sociale od altrove, purché in Italia, in Svizzera o nel territorio di un altro stato membro dell'Unione Europea, a cura del Presidente, del Vice Presidente o di un Amministratore Delegato, ed ogni volta che uno degli Amministratori o, se nominato il Collegio Sindacale, due sindaci effettivi ne facciano richiesta per iscritto.

Le convocazioni del Consiglio di Amministrazione sono fatte con avviso spedito con qualunque mezzo idoneo a garantire la prova che il ricevimento è avvenuto almeno 3 (tre) giorni prima della riunione.

In caso di urgenza, la convocazione può essere fatta usando qualunque mezzo di rapida comunicazione idoneo a garantire la prova che la ricezione è avvenuta almeno 24 (ventiquattro) ore prima della riunione.

Il consiglio di amministrazione è comunque validamente costituito ed atto a deliberare qualora, anche in mancanza di formale convocazione, siano presenti tutti gli amministratori e, se nominati, tutti i sindaci effettivi o il revisore. Anche nel caso in cui i sindaci effettivi o il revisore siano assenti, il consiglio di amministrazione è validamente costituito ed atto a deliberare, nonostante la mancanza di formale convocazione, qualora i sindaci effettivi, se nominati, siano informati della riunione e tutti gli amministratori siano presenti, fermo restando il diritto di ciascuno degli intervenuti di opporsi alla discussione degli argomenti sui quali non si ritenga sufficientemente informato.

Le adunanze sono presiedute dal Presidente ovvero, in caso di sua assenza od impedimento, dall'amministratore designato dagli intervenuti. Il Consiglio di Amministrazione può nominare un Segretario, scelto anche fra estranei. Delle deliberazioni della seduta si redigerà un verbale firmato dal Presidente e dal segretario, se nominato, che dovrà essere trascritto nel libro delle decisioni degli Amministratori.

Per la validità delle deliberazioni del Consiglio è necessaria la presenza della maggioranza degli Amministratori in carica; le deliberazioni sono assunte a maggioranza assoluta dei presenti.

Qualora sia costituito un Consiglio di Amministrazione e lo preveda il Presidente e nessuno degli amministratori e dei sindaci, se nominati, si opponga, le singole decisioni possono essere adottate mediante consultazione scritta o sulla base del consenso espresso per iscritto purché dai documenti sottoscritti dagli amministratori risulti con chiarezza l'argomento oggetto della decisione ed il consenso alla stessa. Ove si adotti il metodo della consultazione scritta, la procedura non è soggetta a particolari formalità, purché sia assicurato a ciascun amministratore e sindaco, in caso di nomina del Collegio sindacale, il diritto di partecipare alla decisione, sia garantita a tutti gli aventi diritto adeguata informazione, la decisione sia adottata con le maggioranze previste e purché tutti i documenti del procedimento di consultazione scritta siano tempestivamente trascritti a cura dell'Organo amministrativo nel libro delle decisioni degli amministratori conservati agli atti della società.

Ove si adotti il metodo del consenso espresso per iscritto, il Presidente predisporre l'ordine del giorno deliberativo, lo trasmette al Collegio Sindacale, se nominato, onde consentire allo stesso di formulare le proprie eventuali osservazioni e, unitamente alle eventuali osservazioni del Collegio Sindacale, lo trasmette a tutti gli amministratori. Questi ultimi potranno prestare il proprio consenso all'ordine del giorno deliberativo sottoscrivendo il documento e trasmettendolo alla Società con qualunque mezzo che garantisca la prova dell'avvenuto ricevimento. L'ordine del giorno deliberativo si intende approvato dagli amministratori che trasmettono il documento sottoscritto alla Società entro 3 (tre) giorni dalla sua ricezione. Il momento in cui si considera assunta la decisione degli amministratori coincide con il giorno in cui perviene alla Società il consenso, validamente espresso, dell'amministratore occorrente per il raggiungimento del quorum richiesto dal presente Statuto per l'assunzione della decisione.

Se si raggiungono tanti consensi che rappresentano la maggioranza richiesta per l'approvazione della decisione, la decisione così formata deve essere comunicata a tutti i componenti dell'Organo Amministrativo e, se nominati, ai sindaci, e trascritta tempestivamente a cura dell'Organo Amministrativo nel libro delle decisioni degli amministratori unitamente a:

- a) l'indicazione della data in cui la decisione deve intendersi formata;
- b) l'indicazione delle generalità degli amministratori aventi diritto al voto;
- e) le osservazioni del Collegio Sindacale, se nominato;
- d) le generalità degli amministratori che hanno sottoscritto l'ordine del giorno deliberativo.

I documenti pervenuti alla Società e recanti l'espressione della volontà degli amministratori vanno conservati unitamente al libro delle decisioni degli amministratori.

E' ammessa la possibilità che le riunioni del Consiglio di Amministrazione si tengano mediante mezzi di telecomunicazione a condizione che tutti i partecipanti possano essere identificati e sia loro consentito di seguire la discussione e di intervenire in tempo reale alla trattazione degli argomenti affrontati.

Verificandosi questi requisiti, il Consiglio di Amministrazione si considera tenuto nel luogo in cui si trova il Presidente e dove pure deve trovarsi, se nominato, il Segretario della riunione.

Art. 15. Poteri dell'organo amministrativo

L'organo amministrativo potrà compiere tutti gli atti di amministrazione ordinaria o straordinaria, salvo quelli di competenza dei soci.

L'Amministratore Unico riunisce in sé tutti i poteri e le facoltà del Consiglio di Amministrazione.

In caso di più Amministratori che non costituiscono un Consiglio di Amministrazione, essi agiscono, salvo per quanto disposto dall'art. 2475, quinto comma, Codice Civile, secondo le modalità stabilite all'atto di nomina.

L'organo amministrativo può nominare Direttori Generali, direttori, institeli o procuratori per il compimento di determinati atti o categorie di atti, determinandone i poteri.

Art. 16. Rappresentanza della Società

La rappresentanza generale della Società spetta all'Amministratore Unico ove nominato, al Presidente del Consiglio di Amministrazione, al Vice Presidente, se nominato e all'Amministratore Delegato. In caso di nomina di più Amministratori, la rappresentanza generale spetta agli stessi allo stesso modo in cui sono stati attribuiti in sede di nomina di poteri di amministrazione. In ogni caso, quando il soggetto nominato non fa parte del Consiglio di Amministrazione, l'attribuzione del potere di rappresentanza della società è regolata dalle norme in tema di procura.

Art. 17. Recesso

1. Ha diritto di recedere dalla Società il Socio che non abbia concorso all'approvazione delle decisioni riguardanti: il cambiamento dell'Oggetto Sociale; la trasformazione, Fusione e/o Scissione della Società, la revoca dello stato di liquidazione, il trasferimento della sede all'estero, il compimento di operazioni che comportino una sostanziale modifica dell'oggetto della società o una rilevante modificazione dei diritti attribuiti ai Soci, a norma dell'art. 2468, c. 3, c. c., nonché l'Aumento del Capitale Sociale mediante offerta di Partecipazioni di nuova emissione a terzi.

Il diritto di recesso può inoltre essere esercitato da ciascun Socio in caso di soppressione o modificazione del contenuto della clausola compromissoria, ai sensi del successivo art. 23.

2. Qualora la Società sia soggetta ad attività di direzione e coordinamento, ai sensi degli artt. 2497 e ss. c. c., spetterà altresì ai Soci il diritto di recesso nelle ipotesi previste dall'art. 2497 quater c. c.

3. Il Socio che intende recedere deve comunicare la sua intenzione all'organo amministrativo mediante qualunque mezzo che garantisca la prova dell'avvenuto ricevimento, con trasmissione da effettuarsi entro quindici giorni dall'iscrizione nel Registro delle Imprese o, se non prevista, dalla trascrizione nel Libro delle decisioni dei Soci o degli Amministratori, della decisione che lo legittima, oppure dalla conoscenza del fatto che lo legittima. A tal fine l'organo amministrativo deve tempestivamente comunicare ai Soci i fatti che possono dar luogo all'esercizio del recesso.

4. Nella comunicazione di recesso devono essere indicati: le generalità del Socio recedente, il domicilio eletto dal recedente per le comunicazioni inerenti al procedimento e il valore nominale della Partecipazione per la quale il diritto di recesso è esercitato.

5. Il recesso si intende esercitato nel giorno in cui la comunicazione perviene alla Sede Legale della Società, ed acquista efficacia decorsi 90 (novanta) giorni dalla data di ricevimento della comunicazione.

6. Le Partecipazioni per le quali è esercitato il diritto di recesso sono inalienabili.

7. Il recesso non può essere esercitato e, se già esercitato è privo di efficacia qualora, entro novanta giorni dall'esercizio del recesso, la Società revochi la delibera che lo legittima ovvero se è deliberato lo scioglimento della Società.

Art. 18. Collegio Sindacale

Il Collegio Sindacale, se nominato, è composto di tre sindaci effettivi e due supplenti, eletti ai sensi di legge.

I sindaci durano in carica tre esercizi e scadono alla data dell'assemblea convocata per l'approvazione del bilancio relativo al terzo esercizio della loro carica.

E' ammessa la possibilità che le riunioni del Collegio Sindacale si tengano mediante mezzi di telecomunicazione, a condizione che tutti i sindaci che vi partecipano possano essere identificati e che sia loro consentito di partecipare alla attività del Collegio e di intervenire in tempo reale alla trattazione degli argomenti affrontati. Verificandosi questi requisiti, il Collegio Sindacale si considera riunito nel luogo di convocazione del Collegio, ove deve essere presente almeno un sindaco.

Il Collegio Sindacale esercita la vigilanza ed il controllo contabile a norma di legge.

Art. 19. Esercizi sociali

Gli esercizi sociali si chiudono al 31 dicembre di ogni anno.

Art. 20. Bilancio

Alla fine di ogni esercizio, l'organo amministrativo redigerà il bilancio d'esercizio, corredandolo di una relazione sull'andamento della gestione e dovrà sottoporlo, entro 120 (centoventi) giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale o

entro 180 (centottanta) giorni dalla chiusura dell'esercizio nei limiti ed alle condizioni previsti dal secondo comma dell'articolo 2364 Codice Civile, all'approvazione dei soci.

Art. 21. Utili

Gli utili netti che risultano dal bilancio di esercizio, detratto il 5% alla riserva legale fino a quando questa non abbia raggiunto un quinto del capitale sociale, potranno essere ripartiti tra i soci in proporzione alle quote di capitale sociale possedute, salvo diversa destinazione decisa dai soci.

Art. 22. Scioglimento e liquidazione

Le cause di scioglimento e liquidazione della Società sono quelle previste dalla legge.

Quando si verifica una delle cause che comporta lo scioglimento della Società, l'organo amministrativo deve provvedere senza indugio ad effettuare gli adempimenti pubblicitari previsti dalla legge. L'Assemblea dei soci, se del caso convocata dall'organo amministrativo, dovrà deliberare sulle modalità della liquidazione e sulla nomina e sui poteri del/ dei liquidatore/i.

Art. 23. Clausola compromissoria

Ai sensi dell'articolo 34 e seguenti del Decreto Legislativo 17 gennaio 2003 n. 5, sono devolute alla decisione di un Collegio Arbitrale tutte le controversie aventi ad oggetto diritti disponibili relativi al contratto sociale ed, in particolare, quelle:

- insorgenti tra i soci;
- insorgenti tra i soci e la Società;
- promosse da amministratori e sindaci, se nominati, o nei loro confronti;
- relative alla validità delle delibere assembleari o delle decisioni dei soci;
- relative all'interpretazione e all'applicazione dello Statuto.

Il Collegio Arbitrale, composto da tre membri, è nominato, entro trenta giorni dalla richiesta fatta dalla parte più diligente, dalla Camera Arbitrale e di Conciliazione dell'Ordine dei dottori commercialisti di Milano. Dopo la nomina, i tre arbitri provvedono a designare il Presidente del Collegio. In caso di disaccordo tra gli arbitri nominati nella scelta del Presidente, provvede, su istanza della parte più diligente, il Presidente della Camera Arbitrale di cui sopra.

Entro 90 (novanta) giorni dalla costituzione il Collegio arbitrale decide a maggioranza dei membri secondo equità con lodo non impugnabile, salvo nei casi previsti dall'articolo 36, primo comma, del D. Lgs. 17 gennaio 2003 n. 5. Quando decide sulla validità delle delibere assembleari, al Collegio Arbitrale compete sempre il potere di disporre, con ordinanza non reclamabile, la sospensione dell'efficacia della delibera.

Il Collegio Arbitrale stabilisce a chi fa carico il costo dell'arbitrato o le eventuali modalità di ripartizione dello stesso.

La soppressione o la modifica della presente clausola compromissoria deve essere approvata con delibera dell'Assemblea dei soci assunta con la maggioranza di almeno i due terzi del capitale sociale. I soci assenti o dissenzienti possono, entro i successivi 90 (novanta) giorni, esercitare il diritto di recesso ai sensi di legge.

Art. 24. Clausola finale

Per quanto non espressamente previsto dal presente statuto, valgono le vigenti disposizioni del Codice Civile e delle leggi speciali in materia.

Onzième résolution

L'assemblée décide de soumettre les résolutions prises ci-avant à la condition résolutoire du refus du transfert du siège social de la société par le Ministère des Finances italien ou toute autres instance qu'il appartiendra.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de deux mille euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous, Notaire, la présente minute.

Signé: C. Bazzone, R. Uhl, P. Caruso, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 15 juin 2005, vol. 148S, fol. 84, case 2. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée, sur paier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juin 2006.

J. Elvinger.

(065005.2/211/499) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2006.

ANDANTE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3, rue Guillaume Kroll.
R. C. Luxembourg B 75.948.

Le bilan au 31 mars 2005, enregistré à Luxembourg, le 30 juin 2006, réf. LSO-BR09857, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 juillet 2006.

Signature.

(064759.3/768/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2006.

INTEREAL ESTATE HOLDING S.A., Société Anonyme.

 R. C. Luxembourg B 30.540.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue le 16 août 2005 au siège social

Il a été décidé ce qui suit:

Suite aux décisions du Conseil d'Administration des 30 septembre 2004 et 1^{er} octobre 2004, l'Assemblée ratifie la nomination par cooptation de Mesdames Véronique Wauthier, Brigitte Gathy et Mademoiselle Delphine Goergen aux fonctions d'administrateurs, en remplacement de Messieurs Martin A. Rutledge, Patrick Haller et Marcel Krier, administrateurs démissionnaires.

Le mandat des nouveaux administrateurs et du Commissaire aux Comptes viendront à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle de 2006.

Le Conseil d'Administration est donc composé comme suit: Mesdames Véronique Wauthier, Brigitte Gathy et Mademoiselle Delphine Goergen.

Pour extrait certifié conforme

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 27 juin 2006, réf. LSO-BR08422. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

 (062419.2//20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2006.

PROMOTEL INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

 R. C. Luxembourg B 16.282.

L'an deux mille quatre, le vingt-deux juillet.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Se réunit une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme PROMOTEL INTERNATIONAL S.A., ayant son siège social à L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey, R.C.S. Luxembourg section B numéro 16.282, constituée suivant acte reçu le 22 novembre 1978, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 24 du 2 février 1979.

L'assemblée est présidée par M. Guillermo Sala Moya, entrepreneur, Calle Sindicato, 67 - 1^o A, 07002, Palma de Mallorca, Baleares, Espagne.

Le président désigne comme secrétaire M. Antonio Serra Serra, avocat, Calle Sindicato, 67 -1^o A, 07002, Palma de Mallorca, Baleares, Espagne.

L'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Marta Cerdan Bonnemaïson, avocat, Calle Sindicato, 67 - 1^o A, 07002, Palma de Mallorca, Baleares, Espagne.

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et les procurations, une fois signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II-Clôturée, cette liste de présence fait apparaître que les cent mille (100.000) actions, représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les actionnaires ont été préalablement informés.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des bilan et compte de profits et pertes de clôture au 31 mars 2004.
2. Démission des administrateurs actuellement en fonction et décharge leur accordée pour l'exécution de leur mandat jusqu'à ce jour.
3. Démission du commissaire aux comptes actuellement en fonction et décharge lui accordée pour l'exécution de son mandat jusqu'à ce jour.
4. Transfert du siège social et de l'établissement principal du Grand-Duché de Luxembourg, L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey à Palma de Majorque, calle Sindicato n^o 67,1, 07002, Baléares, Espagne et adoption de la nationalité espagnole, sous la condition suspensive de l'inscription de la société au Registre Public des Sociétés à Majorque.
5. Nomination de nouveaux Administrateurs.
6. Nomination d'un nouveau Commissaire aux comptes.
7. Autorisation à conférer à Mme Maria Cerdan Bonnemaïson d'entreprendre toute procédure nécessaire et d'exécuter et de fournir tout document nécessaire auprès des autorités espagnoles compétentes, ainsi qu'au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg afin d'assurer la continuation de la société en tant que société de droit espagnol et la cessation de la société en tant que société de droit luxembourgeois.
8. Refonte complète des statuts de la société pour les adapter à la législation espagnole.
9. Divers.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, les actionnaires décident ce qui suit à l'unanimité:

Première résolution

L'intégralité du capital social étant représentée, l'Assemblée décide de faire abstraction des convocations d'usage, les actionnaires représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Deuxième résolution

L'assemblée décide d'approuver les bilan et compte de profits et pertes de clôture au 31 mars 2004.

Troisième résolution

L'assemblée constate et décide d'accepter la démission des administrateurs actuels, savoir:

- Henning Weise,
- Michael Tettinek,
- Peter Seeger.

Quatrième résolution

L'assemblée constate et décide d'accepter la démission du Commissaire aux comptes actuel savoir:

- FIN-CONTROLE S.A., ayant son siège social au 13, rue Beaumont, Luxembourg.

Cinquième résolution

L'assemblée décide de donner entière décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes démissionnaires.

Sixième résolution

L'Assemblée décide, à l'unanimité, de transférer le siège social, administratif et le siège de direction effective avec effet à la date de ce jour du Grand-Duché de Luxembourg vers l'Espagne, et de faire adopter par la Société la nationalité espagnole, sans toutefois que ce changement de nationalité et de transfert de siège donne lieu, ni légalement, ni fiscalement à la constitution d'une personne juridique nouvelle.

L'assemblée constate que cette résolution a été prise en conformité avec l'article 67-1 (1) de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales.

L'assemblée décide que l'adresse du siège social en Espagne sera fixée à Palma de Majorque, calle Sindicato n° 67,1,07002, Baléares, Espagne.

Septième résolution

L'assemblée décide de nommer comme nouveaux Administrateurs:

- Jose Antonio Fernandez de Alarcón Roca, espagnol, marié, avec Carte Nationale d'Identité (D.N.I.) numéro 50.813.394-T, demeurant à Calle Sindicato, 67 - TA, 07002, Palma de Mallorca, Baleares, Espagne;
- Antonio Serra Serra, espagnol, marié, avec Carte Nationale d'Identité (D.N.I.) numéro 43.024.445-R demeurant à Calle Sindicato, 67 - 1° A, 07002, Palma de Mallorca, Baleares, Espagne;
- Guillermo Sala Moyà, espagnol, marié, avec Carte Nationale d'Identité (D.N.I.) numéro 43.000.853-F, demeurant à Calle Sindicato, 67 - 1° A, 07002, Palma de Mallorca, Baleares, Spain (Sole Manager of Properties AIT, S.L., qui seront en fonction pour une durée illimitée.

Huitième résolution

L'assemblée nomme en tant que nouveau Commissaire aux Comptes:

- Enrique Vargas Azzati, espagnol, marié, économiste, avec Carte Nationale d'Identité (D.N.I.) numéro 09290827-T, demeurant à Calle Tinoca 63, 35100, San Fernando de Maspalomas, Las Palmas, Canarias, Espagne, qui sera en fonction pour une durée illimitée.

Neuvième résolution

L'assemblée décide de conférer à Mme Marta Cerdan Bonnemaïson l'autorisation d'entreprendre toute procédure nécessaire et d'exécuter tout document nécessaire auprès des autorités espagnoles compétentes, ainsi qu'au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg et généralement toute administration qui pourrait être concernée, afin d'assurer d'une la continuation de la société en tant que société de droit espagnol et d'autre part la cessation de la société en tant que société de droit luxembourgeois.

Tous pouvoirs sont en outre conférés au porteur d'une expédition des présentes à l'effet de radier l'inscription de la société au Luxembourg sur base de la preuve de l'inscription de la société en Espagne.

Tous documents relatifs à la société au Grand-Duché de Luxembourg pourront, pendant une période de cinq ans, être obtenus à son ancien siège social à Luxembourg.

Dixième résolution

L'assemblée décide de procéder à une refonte complète des statuts de la société pour les mettre en concordance avec la législation espagnole et de les arrêter comme ci-après:

*Estatutos sociales***Titulo I. - Denominacion, Objeto, Duracion y domicilio**

Art. 1. Denominacion. Bajo la denominación de PROMOTEL INTERNATIONAL, S.A., una Sociedad Mercantil Anónima, de nacionalidad española, que se registrá por los presentes Estatutos, y, en lo en ellos no previsto, por los preceptos de la Ley de Sociedades Anónimas y demás disposiciones que le sean aplicables.

Art. 2. Objeto social. Constituye el objeto social:

La compañía tiene por objeto la administración de valores patrimoniales, en especial toda clase de bienes muebles por cuenta propia y ajena. Todas estas actividades se ejercerán siempre que no incidan en la legislación especial.

Las actividades enumeradas podrán también ser desarrolladas por la Sociedad, total o parcialmente, de modo indirecto, mediante la titularidad de acciones o participación en otras Sociedades con objeto análogo y sin que el enunciado de las mismas presuponga el ejercicio de todas ellas ya que el Órgano de Administración podrá realizar las actividades que, de entre las enunciadas, estime conveniente.

Art. 3. Duración de la sociedad. La Sociedad se constituye con duración indefinida y por lo tanto subsistirá en tanto la Junta General no acuerde su disolución o concurra alguna de las demás causas de extinción previstas en la Ley.

Art. 4. Comienzo de sus operaciones. La Sociedad dará comienzo a su actividad el día del otorgamiento de la escritura fundacional.

Art. 5. Domicilio. La Sociedad tendrá su domicilio en Palma de Mallorca, calle Sindicato nº 67, 1º, 07002 (Balears, España).

Podrá el órgano de administración de la Sociedad establecer, suprimir o trasladar cuantas sucursales, agencias o delegaciones tenga por conveniente, y variar la sede social dentro de la población de su domicilio.

Titulo II. - Capital social y acciones

Art. 6. Capital social. El capital de la Sociedad es de dos millones cuatrocientos setenta y nueve mil euros.

Dicho capital esta dividido y representado por cien mil acciones.

Nominativas de veinticuatro euros con setenta y nueve céntimos de euros de valor nominal cada una de ellas, numeradas del 1 al cien mil, ambas inclusive, que están totalmente suscritas y desembolsadas.

Art. 7. Las acciones estarán representadas por títulos, que podrán ser unitarios o múltiples.

El título de cada acción contendrá necesariamente las menciones señaladas como mínimas en la Ley, y en especial las limitaciones a su transmisibilidad que se establecen en estos Estatutos.

Art. 8. Las acciones confieren a su titular legítimo la condición de socio, e implica para éste el pleno y total acatamiento de lo dispuesto en los presentes Estatutos y en los acuerdos válidamente adoptados por los órganos rectores de la Sociedad, al tiempo que le faculta para el ejercicio de los derechos inherentes a su condición, conforme a estos Estatutos y a la Ley.

Art. 9. Las acciones figurarán en un Libro-Registro que llevará la Sociedad, debidamente legalizado por el Registro Mercantil, en el que se inscribirán las sucesivas transferencias de las mismas, con expresión del nombre, apellidos, razón o denominación social, en su caso, nacionalidad y domicilio de los sucesivos titulares, así como los derechos reales y otros gravámenes sobre aquellas regularmente constituidos.

La Sociedad solo reputará accionista a quien se halle inscrito en dicho libro.

Cualquier accionista que lo solicite podrá examinar el Libro-Registro de acciones nominativas.

La Sociedad solo podrá rectificar las inscripciones que reputa falsas o inexactas cuando haya notificado a los interesados su intención de proceder en tal sentido y éstos no hayan manifestado su oposición durante los treinta días siguientes a la notificación.

Art. 10. Transmisión de acciones. En toda transmisión de acciones por actos inter vivos a título oneroso a favor de extraños a la Sociedad, se observarán los siguientes requisitos:

El accionista que se proponga transmitir sus acciones o alguna de ellas, deberá comunicarlo por escrito, indicando su numeración, precio, datos personales y domicilio del comprador, al Órgano de Administración, quien a su vez, y en el plazo de quince días naturales, deberán comunicarlo a todos y a cada uno de los demás accionistas en su respectivo domicilio.

Dentro de los treinta días naturales siguientes a la fecha de la comunicación citada, podrán los accionistas optar a la adquisición de las acciones. Si fueren varios los que ejercitasen tal derecho, se distribuirá entre ellos a prorrata de las acciones que posean, atribuyéndose en su caso los excedentes de la división al optante titular del mayor número de acciones, y en caso de igualdad entre dos o más, la adjudicación se realizará por sorteo.

Transcurrido dicho plazo, sin que los accionistas hubieran hecho uso de su derecho, la Sociedad podrá optar, dentro d'un nuevo plazo de veinte días naturales, a contar desde la extinción del anterior, entre permitir la transmisión proyectada o adquirir las acciones para si en la forma legalmente permitida.

Finalizado este último plazo sin que por unos o por otros se haya hecho uso del derecho de preferente adquisición, el accionista quedará libre para transmitir sus acciones a la persona y en las condiciones que consten en la comunicación efectuada al Órgano de Administración, siempre que la transmisión tenga lugar dentro de los dos meses siguientes a la terminación del último plazo indicado.

Para el ejercicio del derecho de adquisición preferente, al que se alude en el presente artículo, el precio de compra, en caso de discrepancia, será el que designen los auditores de la Sociedad, y si esta no estuviese obligada a verificar sus cuentas, por el auditor designado, a solicitud de cualquiera de las partes, por el Registrador Mercantil del domicilio social.

Se exceptúan de las reglas anteriores las siguientes transmisiones:

- Las efectuadas en favor de otro accionista.
- Las efectuadas en favor de ascendientes, descendientes o cónyuge del accionista transmitente. Y,
- Las que sean autorizadas por el órgano de administración de la Sociedad.

Las transmisiones que no se sujeten a lo dispuesto en el presente artículo no serán válidas frente a la Sociedad, que rechazará la inscripción de la transmisión en el Libro-Registro de acciones nominativas.

Art. 11. El mismo derecho de adquisición preferente tendrá lugar en el caso de transmisión mortis causa de las acciones o a título lucrativo o gratuito. Los herederos o legatarios y, en su caso los donatarios, comunicaran la adquisición al órgano de administración, aplicándose a partir de ese momento las reglas del artículo anterior en cuanto a plazos de ejercicio del derecho.

Transcurridos dichos plazos sin que los accionistas ni la Sociedad hayan manifestado su propósito de adquirir las acciones, se procederá a la oportuna inscripción de la transmisión en el Libro-Registro de acciones.

Idéntico régimen se aplicará en caso de adquisición en procedimiento judicial, extrajudicial o administrativo de ejecución, iniciándose el computo de los plazos desde el momento en que el rematante o adjudicatario comunique la adquisición al órgano de administración.

En los supuestos del presente artículo, para rechazar la inscripción de la transmisión en el Libro-Registre de acciones nominativas, la Sociedad deberá presentar un adquirente de las acciones u ofrecerse a adquirirlas ella misma por su valor razonable en el momento en que se solicite la inscripción, de acuerdo con lo previsto en el artículo 75 de la Ley.

Se entenderá como valor razonable el que determine un auditor de cuentas, distinto al auditor de la Sociedad, que, a solicitud de cualquier interesado, nombren a tal efecto la administración de la sociedad.

No se aplicará el presente artículo a las adquisiciones realizadas por el cónyuge, los ascendientes o descendientes.

Art. 12. Ampliación y reducción del capital social. Durante la vida de la Sociedad su capital social podrá ampliarse y reducirse en los términos y con las formalidades y requisitos establecidos en la Ley de Sociedades Anónimas. En caso de ampliación de capital los accionistas tendrán derecho preferente de suscripción de las nuevas acciones que se emitan en proporción a las que ya posean.

Este derecho será renunciabile.

Título III. - Gobierno de la sociedad

Art. 13. La sociedad estará representada por un solo Administrador o Administrador Unico o Consejo de Administración nombrado por la Junta General, el cual como Organó de Administración representará a la sociedad, en juicio y fuera de él, sin perjuicio de las facultades soberanas que corresponden a la misma Junta General.

Y ello, a su vez, sin perjuicio de los demás cargos que por la propia Junta General, por disposición estatutaria o por disposición de la Ley, se puedan nombrar.

Junta general de accionistas

Art. 14. Los accionistas, constituidos en Junta General debidamente convocada, decidirán por mayoría en los asuntos propios de la competencia de la Junta.

Todos los socios, incluso los disidentes y no asistentes a la reunión, quedan sometidos a los acuerdos de la Junta General, quedando a salvo los derechos de separación e impugnación establecidos en la Ley.

Art. 15. Las Juntas Generales podrán ser ordinarias o extraordinarias, y habrán de ser convocadas por el Organó de Administración.

Junta Ordinaria es la que debe reunirse dentro de los seis primeros meses de cada ejercicio, para censurar la gestión social, aprobar, en su caso, las cuentas del ejercicio anterior y resolver sobre la aplicación del resultado.

Junta Extraordinaria es cualquier otra que no sea la ordinaria anual.

Art. 16. El Organó de Administración podrá convocar Junta Extraordinaria siempre que lo estimen conveniente para los intereses sociales. Deberán asimismo convocarla cuando lo soliciten accionistas que representen el cinco por ciento del capital social, expresando en la solicitud los asuntos a tratar en ella. En este caso, la Junta deberá ser convocada para celebrarse dentro de los treinta días siguientes a la fecha del oportuno requerimiento notarial al Organó de Administración, quien incluirá necesariamente en el orden del día los asuntos que hubiesen sido objeto de la solicitud.

Art. 17. Toda Junta General deberá ser convocada mediante anuncio publicado en el Boletín Oficial del Registro Mercantil y en uno de los diarios de mayor circulación de la provincia, por lo menos quince días antes de la fecha fijada para su celebración, salvo para los casos de fusión y escisión en que la antelación deberá ser de treinta días hábiles como mínimo.

El anuncio expresará la fecha de la reunión en primera convocatoria y el orden del día. Podrá también hacerse constar la fecha, en su caso, de la segunda convocatoria, por lo menos veinticuatro horas después de la primera. En todo caso se hará mención del derecho de cualquier accionista a obtener de la Sociedad, de forma inmediata y gratuita, los documentos que han de ser sometidos a su aprobación y en su caso el informe de los auditores de cuentas.

No obstante, la Junta se entenderá convocada y quedará válidamente constituida para tratar cualquier asunto, siempre que esté presente todo el capital desembolsado y los asistentes acepten por unanimidad la celebración de la Junta.

Art. 18. Podrán asistir a la Junta, en todo caso, los titulares de acciones que las tuvieren inscritas en el Libro-Registro de acciones, con cinco días de antelación a aquel en que haya de celebrarse la Junta, y los titulares de acciones que acrediten mediante documento público, su regular adquisición de quien en el Libro-Registro aparezca como titular.

Con dicha acreditación se entenderá solicitada al Organó de Administración la inscripción en el Libro-Registro.

Art. 19. Todo accionista que tenga derecho de asistencia podrá hacerse representar en la Junta por otra persona.

La representación deberá conferirse por escrito y con carácter especial para cada Junta, en los términos y con el alcance establecidos en la Ley de Sociedades Anónimas.

Este último requisito no será necesario cuando el representante sea cónyuge, ascendiente o descendiente del representado; ni tampoco cuando aquél ostente poder general conferido en escritura pública con facultades para administrar todo el patrimonio que el representado tuviere en territorio nacional.

La representación es siempre revocable. La asistencia personal del representado a la Junta tendrá el valor de revocación.

Art. 20. La Junta General, Ordinaria o Extraordinaria, quedará validamente constituida, en primera convocatoria, cuando los accionistas presentes o representados, posean al menos la cuarta parte del capital suscrito con derecho a voto. En segunda convocatoria, sera valida la reunión de la Junta cualquiera que sea el capital concurrente a la misma.

Art. 21. No obstante lo dispuesto en el artículo anterior, para que la Junta pueda acordar validamente la emisión de obligaciones, el aumento o disminución del capital social, la transformación, fusión o escisión de la sociedad o cualquier otra modificación estatutaria, habrá de concurrir a ella, en primera convocatoria, la mitad del capital suscrito o con derecho a voto. En segunda convocatoria, bastará la representación de la cuarta parte del capital suscrito o con derecho a voto.

Sin embargo, cuando concurren accionistas que representen menos del cincuenta por ciento del capital social suscrito, con derecho a voto, los acuerdos sociales a que se refiere este artículo solo podrán adoptarse con el voto favorable de las dos terceras partes del capital presente o representado en la Junta.

Art. 22. Los acuerdos de la Junta se adoptarán por mayoría, salvo los supuestos previstos en estos Estatutos y en la Ley en que se requiere en su caso mayoría cualificada. Cada acción da derecho a un voto.

De la administracion

Art. 23. La dirección, administración y representación de la Sociedad corresponderá al Consejo de Administración, integrado por un número de miembros, sean o no accionistas, no inferior a tres y máximo de siete, cuyo nombramiento y separación corresponderá a la decisión de la Junta, con arreglo a la Ley de Sociedades Anónimas, y por un plazo de cinco años, pudiendo ser reelegidos por periodos de igual duración.

El cargo de Administrador sera gratuito.

La Administración ejercerá los actos de administración y dominio relativos a los negocios y bienes sociales y todos los de dirección y gobierno necesarios para su marcha y desarrollo, exceptuándose únicamente aquellos expresamente reservados por la Ley o Estatutos a la Junta General de Accionistas. Por consiguiente estará revestido de las mas amplias facultades, sin limitación ni reserva alguna, para actuar en nombre de la Sociedad y representarla, lo mismo contractual que extracontractualmente, en el orden judicial y extrajudicial y frente a toda clase de personas y entidades públicas y privadas, Autoridades, Organismos, Funcionarios y Tribunales de toda indole. En su consecuencia ostentará, entre otras, las siguientes facultades:

a) Regular, vigilar y dirigir la marcha de la Sociedad dentro de su giro o tráfico, celebrando y ejecutando toda suerte de actos y contratos.

b) Ejecutar y, en su caso, elevar a públicos los acuerdos de la Junta General y vigilar su cumplimiento.

c) Comprar o de otro modo adquirir toda clase de bienes, derechos, muebles o inmuebles con toda clase de condiciones o pactos, abonando las cantidades que medien en las convenciones que realicen.

d) Vender, aportar, hipotecar, gravar, constituir y extinguir servidumbres y cargas, permutar y dar en pago o parte de pago bienes de la Sociedad, comprendiéndose toda clase de actos dispositivos.

Pignorar valores y depósitos bancarios, firmar y avalar pólizas de crédito.

Constituir, reconocer, distribuir, modificar, calificar, consentir, pedir, cancelar hipotecas, anticresis, prendas y otros gravámenes.

e) Operar en Bancos, incluso en los Bancos Hipotecarios y de España, en toda clase de operaciones, sin limitación.

f) Abrir, continuar y cancelar cuentas corrientes en toda clase de Bancos, establecimientos de crédito, Cajas de Ahorro y demás entidades análogas, o ingresar en ellas o retirar de las mismas cualesquiera cantidades.

g) Librar, aceptar, endosar, avalar, intervenir, cobrar y descontar letras de cambio y demás documentos de giro y requerir protestos de tales documentos mercantiles.

h) Dar o recibir dinero a préstamo, mediante el interés y condiciones que estime, por vía de apertura de crédito o en otra forma, salvo en la emisión de obligaciones.

i) Asistir a subastas de obras públicas o privadas y concursos judiciales y extrajudiciales, presentando proposiciones, constituyendo y alzando fianzas y suscribiendo escritos públicos o privados si fuese la sociedad la adjudicataria.

j) Otorgar prórrogas, constituir, retirar y exigir cancelaciones de depósitos, fianzas, prendas y otras garantías.

k) Agrupar, segregar, parcelar, dividir, hacer declaraciones de obra nueva, sujetar al régimen de propiedad horizontal y, en general, realizar en los inmuebles sociales cuantos actos puedan provocar asientos registrales, solicitando su extinción y cancelación, y para ello instar la tramitación de toda clase de expedientes, otorgar los documentos públicos o privados y actas de notoriedad de todo tipo.

l) Representar legalmente a la Sociedad ante toda clase de Ministerios Organismos, Oficinas del Estado, Provincia, Municipio o Comunidades Autónomas, firmando los documentos de toda clase, así como ante toda suerte de Tribunales, en cuantos juicios y expedientes tenga interés la Sociedad, civiles, penales, laborales, administrativos, contencioso administrativos o de jurisdicción voluntaria, con facultades para interponer toda clase de acciones y excepciones, presentar escritos, ratificarse, recusar, tachar, proponer y admitir pruebas, interponer toda clase de recursos ya ordinarios o especiales, incluso casación y revisión, otorgar transacciones judiciales y extrajudiciales, allanarse a las demandas contra la Sociedad y someter las cuestiones litigiosas al juicio de arbitras así como asistir con voz y voto en juntas de suspensiones y quiebras, todo con la mayor amplitud y sin limitación alguna en toda índole de procedimientos litigiosos, recursos, expedientes, cualquiera que sea el Tribunal, Organismo, Autoridad y Oficina ante quien proceda.

m) Otorgar en nombre de la Sociedad poderes a Letrados y Procuradores, Gestores Administrativos, Graduados Sociales y particulares, para que puedan representar a la Sociedad en cualquiera de los asuntos a que se refiere el apartado anterior.

n) Determinar el empleo, colocación o intervención de los bienes de la Sociedad.

o) Aprobar provisionalmente el balance y someterlo a la Junta General, ordenar la convocatoria de la misma, proponer las amortizaciones anuales del activo de la Sociedad que se estimen convenientes, reparto de beneficios, constitución de fondos de reservas, nombramientos y separación de las personas necesarias a los fines sociales.

p) Dar y tomar en arriendo y subarriendo bienes muebles e inmuebles por el precio, tiempo y condiciones oportunas y modificar o rescindir cualquier estipulación de esta índole.

q) Abrir, movilizar, continuar, renovar y liquidar cuentas de crédito, con garantía personal de valores o mercancías y realizar pignoraciones de estas en todos los Bancos, singularmente en el Banco de España.

r) Suscribir, modificar y cancelar pólizas de toda clase.

s) Hacer toda clase de liquidaciones, cobros y pagos, dando o exigiendo los recibos adecuados, concediendo quitas o esperas.

t) Abrir y autorizar la correspondencia de cualquier género.

u) Cobrar sumas, subvenciones, precios aplazados e ingresos de cualquier clase, ya proceda de particulares, organismos, singularmente de los Ministerios de la Vivienda o Información y Turismo, Bancos o cualesquiera otras entidades.

v) Otorgar, formalizar y suscribir los documentos públicos y privados que fuesen precisos en relación con las facultades que le corresponde.

w) Apoderar a terceros para realizar cualquiera de los actos comprendidos en el presente artículo.

Y en general, realizar todo cuanto sea útil y conveniente a la Sociedad, aunque no esté comprendido en los apartados anteriores, dado su carácter enunciativo.

Art. 24. El Consejo designará en su seno un Presidente y un Secretario, y podrá nombrar igualmente un Vicepresidente, un Vicesecretario y uno o varios Consejeros-Delegados.

Las reuniones y votación del Consejo se ajustará a lo previsto en los artículos 139 y siguientes de la Ley de Sociedades Anónimas. El voto del Presidente será dirimente en caso de empate en las votaciones.

Art. 25. El Consejo podrá delegar todas o parte de sus facultades, salvo las indelegables según la Ley, y conferir apoderamiento en favor de cualquier persona.

Dicha delegación de facultades y la designación de los Consejeros facultados requerirá para su validez el voto favorable de los dos tercios de los componentes del Consejo, y no producirá efecto hasta su inscripción en el Registro Mercantil.

Art. 26. El Consejo de Administración se reunirá cuando lo estime pertinente su Presidente o lo soliciten dos cualesquiera de los consejeros. La convocatoria la hará siempre el Presidente o el que haga sus veces.

Título IV. - Del ejercicio social y de las cuentas anuales

Art. 27. Ejercicio social. El ejercicio social se computará por años naturales y comenzará el primero de Enero de cada año para concluir el treinta y uno de Diciembre. Por excepción el primer ejercicio de la Sociedad comenzará en la fecha de comienzo de sus operaciones para concluir el treinta y uno de Diciembre del mismo.

Art. 28. El órgano de Administración, dentro del plazo legal, formulará las cuentas anuales, el informe de gestión y la propuesta de aplicación del resultado, para, una vez revisados e informados por los Auditores de Cuentas, en su caso, ser presentados a la Junta General.

Art. 29. La Junta General resolverá sobre la aplicación del resultado de acuerdo con el balance aprobado, distribuyendo dividendos a los accionistas en proporción al capital que hayan desembolsado, con cargo a los beneficios o a reservas de libre disposición, una vez cubierta la reserva legal, determinara las sumas que juzgue oportuno para dotar los fondos de las distintas clases de reservas voluntarias que acuerde, cumpliendo las disposiciones legales en defensa del capital social y respetando los privilegios de que gocen determinado tipo de acciones.

El órgano de administración podrá acordar la distribución de cantidades a cuenta de dividendos, con las limitaciones y cumpliendo los requisitos establecidos en la Ley.

Título V. - Disolución y liquidación

Art. 30. La Sociedad se disolverá por las causas previstas en el artículo 260 de la Ley de Sociedades Anónimas y con las formalidades en dicha Ley presentas.

Art. 31. La Junta General, si acordase la disolución, procederá al nombramiento y determinación de facultades del liquidador o liquidadores, que será siempre en número impar, con las atribuciones señaladas en el artículo 272 de la Ley de Sociedades Anónimas y de las demás de que hayan sido investidos por la Junta General de Accionistas al acordar su nombramiento.

Título VI.

Art. 32. Cualquier duda, cuestión o diferencia que se suscite entre los accionistas o entre éstos y la Sociedad, tanto en la época de vigencia de ésta como en el periodo de su disolución o liquidación y cuyo procedimiento no esté expresamente regulado por precepto legal de indeclinable observancia o por estos Estatutos será sometida a un arbitraje de equidad con arreglo a la Ley de Arbitraje de 5 de Diciembre de 1.988.

Disposición adicional

Incompatibilidades: No podrán ser administradores de la sociedad las personas a que se refiere el artículo 124 de la Ley de Sociedades Anónimas ni las declaradas incompatibles en la Ley Diciembre 1995, de 11 de Mayo, y en la Ley Mayo 1984, de 24 de Octubre, ni las comprendidas en el ámbito de la Ley Febrero 1996, de 19 de Noviembre, de Régimen Jurídico de la Administración de la Comunidad Autónoma de las Islas Baleares o disposiciones que las sustituyan, en la medida y condiciones fijadas en las mismas.

78953

Onzième résolution

L'assemblée décide de soumettre les résolutions prises ci-avant à la condition résolutoire du refus du transfert du siège social de la société par les autorités espagnoles compétentes.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de trois mille cinq cents euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, passé à Luxembourg, le jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous, Notaire, la présente minute.

Signé: G. Sala Moya, A. Serra Serra, M. Cerdan Bonnemaïson, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 29 juillet 2004, vol. 144S, fol. 62, case 11. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 août 2004.

J. Elvinger.

(065015.3/211/367) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2006.

ATOLL INVESTMENTS S.A., Société Anonyme.

R. C. Luxembourg B 92.306.

Par la présente, je dénonce avec effet immédiat le siège de la société ATOLL INVESTMENTS S.A., établi au 3, rue des Bains, à L-1212 Luxembourg.

DE MEESTER

Avocats à la Cour

V. De Meester

Enregistré à Luxembourg, le 27 juin 2006, réf. LSO-BR07989. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(062494.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2006.

MERCAPITAL TELECOMMUNICATIONS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller.

R. C. Luxembourg B 75.254.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 26 juin 2006, réf. LSO-BR07314, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 juin 2006.

LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A.

Signatures

(062632.3/710/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 2006.

EOIV MANAGEMENT COMPANY, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 7, rue de la Chapelle.

R. C. Luxembourg B 97.346.

EXTRAIT

L'actionnaire unique de la Société a décidé lors de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue à Luxembourg le 14 juin 2006:

1. de renouveler le mandat de réviseur d'entreprises de ERNST & YOUNG S.A., ayant son siège social au 7, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Munsbach (Grand-Duché de Luxembourg) pour une période prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire à tenir en 2007.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour EOIV MANAGEMENT COMPANY, S.à r.l.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 22 juin 2006, réf. LSO-BR06593. – Reçu 89 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(064355.3//17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juillet 2006.

78954

COLT TELECOM S.A., Société Anonyme.

Siège social: B-1030 Bruxelles, 10, rue du Planeur.

Siège de la succursale: L-1479 Luxembourg, Kansallis House, Place de l'Etoile.

R. C. Luxembourg B 107.440.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal du conseil d'administration de la société, qui s'est tenu au siège social le 11 novembre 2005 que:

Le siège social de la succursale a été transféré de L-1118 Luxembourg, rue Aldringen 17 à L-1479 Luxembourg, Kansallis House, Place de l'Etoile.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un Mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 28 juin 2006, réf. LSO-BR08900. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(062331.3//17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2006.

MIRABELLA, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1340 Luxembourg, 3-5, place Winston Churchill.

R. C. Luxembourg B 69.075.

Le bilan au 31 décembre 2005, ainsi que l'annexe et les autres documents et informations qui s'y rapportent, enregistrés à Luxembourg, le 4 juillet 2006, réf. LSO-BS01087, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(064971.3/833/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2006.

INTERNATIONAL ORTHOPAEDIC DIFFUSION S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4220 Esch-sur-Alzette, 7, rue de Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 95.139.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 4 juin 2006, réf. LSO-BS00712, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

INTERNATIONAL ORTHOPAEDIC DIFFUSION S.A.

A. Verfaille

Administrateur-Délégué

(065088.3/795/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2006.

SODEFI S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R. C. Luxembourg B 52.389.

Mesdames set Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le jeudi 21 septembre 2006 à 11.00 heures au 23, avenue de la Porte-Neuve à Luxembourg, avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 30 juin 2006 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du commissaire aux comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

I (03562/755/18)

Le Conseil d'Administration.

78955

NAVARE FINANCES S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.
R. C. Luxembourg B 88.472.

Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 20 septembre 2006 à 15.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- a. rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice arrêté au 30 juin 2006;
- b. rapport du commissaire;
- c. lecture et approbation du Bilan et du Compte de Profits et pertes arrêtés au 30 juin 2006;
- d. affectation du résultat;
- e. décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire;
- f. délibération conformément à l'article 100 de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales;
- g. divers.

I (03727/045/17)

Le Conseil d'Administration.

FIDEV S.A., Société Anonyme Holding.
Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 52.099.

Mesdames et Mesdames les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le jeudi 21 septembre 2006 à 10.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du Commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 30 juin 2006 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes,
- Nominations statutaires.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

I (03561/755/17)

Le Conseil d'administration.

CAPITAL @ WORK UMBRELLA FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 60.661.

Le Conseil d'Administration a l'honneur d'inviter les actionnaires de CAPITAL @ WORK UMBRELLA FUND (ci-après la «Société») à une

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 18 septembre 2006 à 14.00 heures, dans les bureaux de RBC DEXIA INVESTOR SERVICES BANK S.A., 5, rue Thomas Edison, L-1445 Strassen, pour délibérer et voter sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. L'Article 14 des Statuts sera complété par un dernier alinéa qui se lira comme suit:
«La Société peut désigner une société de gestion soumise au chapitre 13 de la Loi. La nomination et la révocation des prestataires de la Société, y compris, le cas échéant, la société de gestion, fait partie des attributions du conseil d'administration qui statuera en la matière à la majorité des administrateurs présents ou représentés».
2. Modification de l'Article 26 des Statuts qui se lira comme suit:
«La Société distribuera, dans le respect des prérogatives de l'assemblée générale, l'ensemble des revenus d'intérêts recueillis, déduction faite des rémunérations, commissions et frais qui s'y rapportent proportionnellement. Ces revenus d'intérêts constituent la composante d'intérêts définie ci-dessous.
Par composante d'intérêts, il y a lieu d'entendre la part des revenus de créances de l'organisme de placement collectif en valeurs mobilières provenant directement ou indirectement de paiement d'intérêts.
Par ailleurs, l'assemblée générale des actionnaires, sur proposition du conseil d'administration, décidera pour chaque catégorie d'actions de distribution, de toutes autres distributions de revenus.
L'actif net de la Société pourra être distribué dans les limites de l'article 24 de la loi du 20 décembre 2002 concernant les Organismes de Placement Collectif.
Les distributions seront payées aux temps et lieux choisis par le conseil d'administration et dans la devise de la classe concernée. Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs nécessaires pour distribuer durant l'exercice un ou des acomptes sur dividendes, selon la fréquence qu'il estimera adéquate.»

L'Assemblée Générale ne délibérera valablement que si la moitié du capital est représenté. Les résolutions ne pourront être adoptées qu'à la majorité des deux-tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés lors de cette assemblée.

En cas de défaut de quorum lors de cette première Assemblée Générale Extraordinaire, une deuxième Assemblée sera convoquée et aura lieu à la même adresse avec le même ordre du jour le 24 octobre 2006, à 14.00 heures. Cette deuxième assemblée délibérera valablement quelle que soit la portion du capital représentée, et les résolutions seront adoptées à la majorité des deux-tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés.

Pour pouvoir assister à cette Assemblée Générale Extraordinaire, les actionnaires au porteur devront déposer leurs certificats d'actions 5 jours ouvrables avant la date de l'Assemblée auprès de RBC DEXIA INVESTOR SERVICES BANK S.A., 5 rue Thomas Edison, L-1445 Strassen.

Le Prospectus de CAPITAL @ WORK UMBRELLA FUND sera mis à jour en conséquence des délibérations de la présente assemblée, et la nouvelle version pourra être obtenue sur demande auprès du siège social de la Société et auprès du représentant en Belgique, CAPITAL @ WORK S.A., 153, avenue de la Couronne, B-1050 Bruxelles.

I (03741/755/42)

Le Conseil d'Administration.

EUROMESS, Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 13.992.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 19 septembre 2006 à 15.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 mai 2006.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

I (03478/534/15)

Le Conseil d'Administration.

TAIWAN INVESTMENT COMPANY, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: L-1724 Luxembourg, 33, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 52.453.

An Extraordinary General Meeting of shareholders of TAIWAN INVESTMENT COMPANY («the Company») was held on 18th August 2006 but could not validly resolve on the items of the agenda for lack of quorum.

The Shareholders of the Company are hereby invited to attend an

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of shareholders to be held at 1.30 p.m. (Luxembourg time) on 5th October 2006 at 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, to deliberate and vote on the following agenda:

Agenda:

1. To resolve on the liquidation of the Company;
2. To appoint KPMG FINANCIAL ADVISORY SERVICES S.C., represented by Messrs John Li and Eric Collard, as liquidator and to determine the liquidator's powers and remuneration.

No quorum is required for this meeting and the passing of resolution 1 requires the consent of shareholders holding 2/3 of the shares represented at the meeting. The passing of resolution 2 only requires the consent of a simple majority of the shares represented at the meeting.

Shareholders may vote in person or by proxy.

I (03743/755/20)

On behalf of the Board of Directors.

CITADEL VALUE FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 85.320.

Notice is hereby given that the

ANNUAL GENERAL MEETING

of the Shareholders will be held at the registered office of the fund on September 15, 2006 at 3.00 p.m. with the following agenda:

Agenda:

1. Approval of the reports of the Board of Directors and of the Authorised Independent Auditor.
2. Approval of the annual accounts as at May 31, 2006 and the allocation of the results.

3. Discharge to be granted to the Directors and to the Authorised Independent Auditor.
4. Statutory Appointments.
5. Miscellaneous.

The shareholders are advised that no quorum is required for the items of the agenda and that the decisions will be taken at the simple majority of the shares present or represented at the Meeting. Each share is entitled to one vote. A shareholder may act at any Meeting by proxy.

Every bearer shareholder who wants to be present or to be represented at the Annual General Meeting has to deposit his shares for September 13, 2006 the latest at the domicile of the Fund or at the following address: KREDIET-BANK S.A. LUXEMBOURGEOISE, 43, boulevard Royal, L-2955 Luxembourg.

I (03742/755/22)

By order of the Board of Directors.

BEAUCAMPS S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 38.155.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 15 septembre 2006 à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 mars 2006, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 mars 2006.
4. Décision sur la continuation de l'activité de la société en relation avec l'article 100 de la législation des sociétés.
5. Divers.

I (03624/000/16)

Le Conseil d'Administration.

VIRGIAN TRUST HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 11, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 34.686.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra extraordinairement le 18 septembre 2006 à 9.00 heures au siège social de la société.

Ordre du jour:

1. Nomination d'un nouveau Commissaire aux Comptes,
2. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes,
3. Approbation du bilan et comptes de profits et pertes au 31 décembre 2005,
4. Affectation du résultat,
5. Décharge aux Administrateurs et Commissaire aux Comptes,
6. Divers.

I (03682/000/16)

Le Conseil d'Administration.

BANCOM INVESTMENTS HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 222C, avenue Gaston Diderich.
R. C. Luxembourg B 55.050.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

de notre société qui se tiendra au siège social, en date du 7 septembre 2006 à 9.00 heures avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Démission d'un administrateur et nomination d'un nouvel administrateur.
2. Démission du commissaire aux comptes actuel et nomination d'un nouveau commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateur et commissaire aux comptes
4. Divers.

II (03636/1161/14)

Le Conseil d'Administration.

78958

LA CHOUETTE (IMMOBILIERE), Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 65.517.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra extraordinairement à l'adresse du siège social, le 7 septembre 2006 à 15.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2005.
3. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales.
4. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
5. Divers.

II (03646/534/16)

Le Conseil d'Administration.

MONTEAGLE HOLDINGS S.A., Société Anonyme.

Registered office: L-1520 Luxembourg, 6, rue Adolphe Fischer.
R. C. Luxembourg B 19.600.

Notice is hereby given of an

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of the shareholders of the Company to be held at the registered office of the Company, 6 rue Adolphe Fischer, L-1520, Luxembourg in the presence of a notary at 10.00 a.m. on Thursday 7th September 2006 to consider the following agenda:

Agenda:

1. That the authorised share capital of the company be increased from USD 11,250,000 (represented by 7,500,000 shares of USD 1.50 each) to USD 30,000,000 (represented by 20,000,000 shares of USD 1.50 each).
2. That the company capitalise the sum of USD 10,080,000 from its reserves and apply the amount arising to issuing 6,720,000 new shares to shareholders on the basis that shareholders will receive one new share of USD 1.50 each for every share of USD 1.50 each held at the close of business on the Record Date and thereby increases its subscribed capital from its present level of USD 10,080,000 to USD 20,160,000.
3. That the name of the Company be changed to MARSHALL MONTEAGLE HOLDINGS Société Anonyme.
4. That the authority for the Board as contained in Article 7.1 of the Articles (to issue and to make offers or agreements to issue Shares in whole or in part so as to bring the total capital of the Company up to the total authorised capital of the Company, which authority is valid until 17th August 2010) be extended to apply also in relation to the increased authorised share capital of the Company.
5. That the Articles of Incorporation of the Company be amended to record the effect of the foregoing resolutions.

14th August 2006.

II (03658/631/24)

By order of the Board.

IRIDE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R. C. Luxembourg B 79.635.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra exceptionnellement le 8 septembre 2006 à 10.00 heures, au siège social 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport de gestion du Conseil d'Administration et des rapports du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2004 et au 31 décembre 2005
3. Affectation des résultats
4. Décharge à donner aux Administrateurs pour les exercices écoulés et pour la tardivité de la tenue des Assemblées Générales Statutaires
5. Décharge à donner au Commissaire aux comptes
6. Nominations statutaires
7. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales
8. Divers

II (03606/000/21)

Le Conseil d'Administration.

78959

NOVA EDITIOR S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 89.509.

Aux actionnaires: Vous êtes priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra à Luxembourg, 8, boulevard Royal, le 11 septembre 2006 à 13.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Délibération sur la proposition d'un financement actionnaire à la société «EDIZIONI IL RIFORMISTA»;
2. Rapport du commissaire aux comptes;
3. Approbation des bilan et comptes de profits et pertes au 31 décembre 2005;
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes;
5. Nomination des membres du conseil d'administration;
6. Le conseil d'administration de NOVA EDITIOR S.A. est mandaté pour défendre cette dernière en tant qu'actionnaire et propriétaire d'une participation dans la société EDIZIONI IL RIFORMISTA Srl et d'assumer les initiatives qui se rendront nécessaires et opportunes aux fins de la sauvegarde et de la conservation de l'actuelle participation de NOVA EDITIOR S.A. dans EDIZIONI IL RIFORMISTA Srl.
7. Divers.

Luxembourg, le 11 août 2006.

II (03633/744/21) .

ORANGENBURGER S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 20.972.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 8 septembre 2006 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 mai 2006
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

II (03656/795/14)

Le Conseil d'Administration.

KOMACO INTERNATIONAL HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R. C. Luxembourg B 56.715.

Les actionnaires sont priés d'assister à une

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 8 septembre 2006 à 10.00 heures, au siège social 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation de la démission d'un administrateur;
2. Nomination d'un nouvel administrateur;
3. Décharge à donner à l'administrateur démissionnaire;
4. Divers

II (03589/000/15)

Le Conseil d'Administration.

FORTUNA SELECT FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 88.201.

Les actionnaires sont invités à assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 8 septembre 2006 à 14.30 heures, au siège social de la société, 69, route d'Esch, Luxembourg, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

78960

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'entreprises
2. Approbation de l'état des actifs nets et de l'état des variations des actifs nets pour l'exercice clôturé au 30 avril 2006
3. Affectation des résultats
4. Décharge aux Administrateurs pour l'exercice clôturé au 30 avril 2006
5. Nominations statutaires
6. Divers

Aucun quorum n'est requis pour les points à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale Ordinaire et les décisions seront adoptées, si elles sont approuvées par la majorité des actionnaires présents ou représentés à l'Assemblée.

II (03669/584/20)

Le Conseil d'Administration.

VANEMO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R. C. Luxembourg B 61.168.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra exceptionnellement le 8 septembre 2006 à 15.30 heures, au siège social, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2005
3. Affectation du résultat
4. Décharge à donner aux Administrateurs pour l'exercice écoulé et pour la tardivité de la tenue de l'Assemblée Générale Statutaire
5. Décharge à donner au Commissaire aux comptes
6. Nominations statutaires
7. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales
8. Divers

II (03615/000/21)

Le Conseil d'Administration.

ORCHIS TRUST INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R. C. Luxembourg B 42.314.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra exceptionnellement le 8 septembre 2006 à 9.00 heures, au siège social 65, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2005
3. Affectation du résultat
4. Décharge à donner aux Administrateurs pour l'exercice écoulé et pour la tardivité de la tenue de l'Assemblée Générale Statutaire
5. Décharge à donner au Commissaire aux comptes
6. Nominations statutaires
7. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales
8. Divers

II (03616/000/21)

Le Conseil d'Administration.